

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 novembre 2019

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	55	20

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Service des
Assemblées - Procès-verbal de la séance
du 14 octobre 2019 - Approbation

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2019.167

Date de la convocation :

Le 12/11/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **28 NOV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **-2 DEC. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Christophe ETORE à Martine BONNEAU, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Simone TORRES-FORET DODELIN, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Patrice COLOMB-PONTOIRE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 14 octobre 2019.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 14 octobre 2019.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 14 octobre 2019.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 novembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 14 OCTOBRE 2019

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h13.

Le conseil communautaire s'est réuni le quatorze octobre deux mille dix-neuf, en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, maire de la Ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU, Béatrice VIGNOLO, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU.

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Albert CALAMUSO, Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Dominique TRABAUD à Richard THIERY, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Cléa PUGNAIRE à Angèle MURATORI, Anne-Marie DUMONT à Jacques GENTE, Marc DAUNIS à Béatrice VIGNOLO, Michel VIANO à Thérèse ROUAZE, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Patrick DULBECCO, Michel BERTRAND à Guy GIRAUD, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER.

ABSENTS :

Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Eric MELE, Claude BERENGER, Christine SYLVESTRE, Afrim KACA, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du jour

1. Procès-verbal de la séance du 24 juin 2019 – Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions du président et du bureau communautaire
3. Convention Habitat à caractère multisites n°2 à intervenir avec l'EPF PACA-Avenant n°3
4. Plan départemental de protection des forêts contre l'incendie (PDPFCI) 2019-2029 – Avis sur le projet
5. SPL Antipolis Avenir – Rapport annuel 2018 des administrateurs à la communauté d'agglomération Sophia Antipolis
6. SAS Dow Agrosiences – Convention de partenariat
7. Association Team Côte d'Azur – Convention pluriannuelle d'objectifs et de participation financière 2019-2021
8. Syndicat mixte de la maison de l'intelligence artificielle (S2MIA) – Adhésion de la CASA
9. Découverte par les jeunes de la CASA des différents métiers de l'agriculture – Convention de partenariat avec l'établissement public local d'enseignement professionnel agricole et la mission locale Antipolis
10. Lutte contre les nuisances sonores – Approbation des cartes de bruit stratégiques dans le cadre du plan de prévention du bruit de l'environnement (PPBE)
11. PCAET Ouest 06 – Convention de partenariat CASA/CAPG/CACPL relative à l'élaboration et la mise en œuvre du plan climat-air-énergie Ouest 06 – Renouvellement
12. Assainissement des eaux usées – Création de la régie à simple autonomie financière et du budget correspondant – Approbation des statuts
13. Eau potable – Création de la régie à simple autonomie financière et du budget correspondant – Approbation des statuts
14. Régie autonome chargée de la gestion du service d'assainissement des eaux usées sur une partie du territoire de la CASA – Désignation du directeur
15. Régie autonome chargée de la gestion du service d'eau potable sur une partie du territoire de la CASA – Désignation du directeur
16. Contrat territorial entre le SMIAGE et la CASA – Avenant n°1
17. PAPI 2 – Convention-cadre – Avenant n°2
18. Association Les Petits débrouillards – Adhésion
19. Médiathèque Colette de Valbonne Sophia Antipolis – Convention de partenariat avec l'association Sophia Loisirs et vie – Renouvellement
20. Création du budget annexe « assainissement – activités déléguées »
21. Création du budget annexe « eau potable-activités déléguées »

22. Budget principal – Créances éteintes
23. Régie à autonomie financière des transports – Créances éteintes
24. SPL Théâtre communautaire d'Antibes – Quitus de gestion donné pour la saison culturelle 2017-2018
25. SPL Théâtre communautaire d'Antibes – Rapport des administrateurs au titre de l'exercice social clos le 31 août 2018
26. Nautipolis – Rapport annuel retraçant les conditions d'exercice du service public en 2018
27. Nautipolis – Ajustement de la grille tarifaire
28. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) – Exonérations au titre de l'année 2020
29. Ajustement du tableau des effectifs
30. RIFSEEP et répertoire des fonctions – Actualisation
31. Participation au maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap
32. Définition d'une palette végétale pour l'aménagement du territoire de la CASA
33. Natura 2000 – Animation des sites Natura 2000 « Préalpes de Grasse » et « Rivière et Gorges du Loup » sur la période 2020-2022 – Renouveau de la candidature de la CASA
34. Natura 2000 – Renouveau de la candidature de la CASA pour l'animation du site Natura 2000 « Dôme de Biot » pour la période 2020-2022
35. Construction d'un dépôt de bus, ZI des Trois-Moulins – Dépôt de permis de construire
36. Mise en œuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité dans les transports urbains du réseau de la CASA – Avenant n°3 à la convention
37. Gamme tarifaire Envibus – Modification
38. Protocole d'accord des personnels de la régie des transports – Avenant n°1
39. Adoption du 3^e PLH 2020-2025
40. PLH 2020-2025 – Politique de rénovation énergétique de la CASA en faveur des logements du parc public et privé
41. Conventions d'utilité sociale de deuxième génération 2019-2024
42. Plan Logement d'abord – Avenant à la convention pluriannuelle d'objectif 2018-2019 avec l'Etat



M. le Président – D’abord, nous allons vous présenter quelque chose que nous avons rarement présenté et qui a fait l’objet d’une visite ce matin sur différents sites, c’est la politique agricole de la CASA. Cette politique agricole se fait par petites touches, par territoire. Elle se fait avec les maires, donc je voulais que nous en fassions une présentation globale parce que cette action finalement est très positive. Je pense qu’à l’avenir, nous devrions accentuer nos efforts dans ce sens. D’abord, il y a une possibilité, il y a des potentialités. Ensuite, il y a une demande des agriculteurs, notamment des jeunes agriculteurs. Enfin, il y a une demande de la population pour obtenir des cycles courts. Valentine VINCENTELLI va nous faire la présentation de la politique agricole de la CASA.

Mme VINCENTELLI – Merci, M. le Président. Mesdames et messieurs, bonjour. Je vais vous présenter les grands axes d’intervention de la politique agricole de la CASA. La CASA est engagée dans une politique de soutien et de développement de l’agriculture depuis 2012. Elle travaille aujourd’hui sur de grands axes d’intervention. Avant de vous présenter ces axes, je vais vous évoquer l’agriculture en quelques chiffres.

La CASA, ce sont 307 agriculteurs sur les 24 communes, ce qui représente à peu près 16 % des agriculteurs du département. Ces agriculteurs sont répartis essentiellement sur le littoral et les coteaux, avec comme principale filière l’horticulture. Nous avons 36 % d’horticulteurs répartis surtout sur les trois communes du littoral.

En deuxième filière, nous avons l’élevage, avec 34 % d’éleveurs sur le territoire, essentiellement de l’élevage ovin et caprin. Ils sont surtout situés sur le haut pays avec des éleveurs qui sont vraiment gestionnaires d’espaces naturels.

En troisième point, nous avons le maraîchage, avec 16 % de maraîchers. Malgré une très forte demande en produits locaux, c’est vrai que nous en avons peu à cause d’un certain nombre de contraintes, notamment le peu de foncier disponible et l’absence de grandes plaines. Nous sommes un territoire assez contraint en matière topographique, ce qui ne permet pas de grands espaces et de grandes plaines maraîchères, mais nous y travaillons.

Ensuite, nous avons d’autres filières comme l’agrumiculture, les plantes à parfum, aromatiques et médicinales et l’oléiculture qui sont aussi très présentes sur le territoire, notamment sur le moyen pays.

Nous avons 41 porteurs de projets qui se sont présentés à la CASA en 2018. En termes d’installation, nous avons eu 38 installations effectives sur le territoire en 2018 et des projets d’installation orientés surtout en maraîchage et plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

Concernant les grands axes d’intervention, la CASA a développé différents outils d’intervention foncière. Depuis 2012, nous sommes engagés dans une politique de préservation du foncier agricole, avec notamment un appui aux communes pour le classement des terres agricoles en zone A dans les PLU. En cinq ans, nous sommes passés de 460 ha à 1 100 ha dans les documents d’urbanisme, soit un gain de 630 ha. Ce ne sont pas 630 ha exploités mais un potentiel de développement puisqu’aujourd’hui, la pérennité des exploitations agricoles passe aussi par le classement en zone A dans les documents d’urbanisme. C’est très important.

Nous accompagnons les communes financièrement pour l’acquisition de foncier agricole. Nous avons donné 400 000 € de fonds de concours à onze communes bénéficiaires pour l’achat de 120 ha. Je vous rappelle que la CASA aide les communes à hauteur de 30 % du montant global d’acquisition du foncier, plafonnés à 80 000 € par an et par commune.

Autre point important, nous sommes passés à une phase un peu plus opérationnelle puisque nous avons répondu à un appel à projets européen en 2017 concernant la reconquête de friches agricoles, avec un budget d’opération de plus d’un million d’euros. C’était le plus gros appel à projets en région PACA.

C'est essentiellement du financement de travaux de débroussaillage et de tout ce qui est clôture pour mettre en état des terrains agricoles. Sur le 1,25 million d'euros, il y a 65 % de financement Europe/Région.

De la même manière, nous intervenons en partenariat avec la SAFER et Terre de lien sur de la mobilisation du foncier agricole privé. Aujourd'hui, c'est très important parce que la majorité des terrains qui peuvent être mis à disposition des agriculteurs sont des terrains privés. Il y a un gros travail de mise en relation avec ces propriétaires pour les informer de tout ce qui est mise à disposition, des différents baux, des possibilités de vente, etc.

Actuellement, ce travail d'animation foncière est très important sur le territoire. A ce titre, nous souhaiterions aller plus loin en 2020 et travailler sur tout ce qui est développement d'espaces-tests agricoles, à l'image d'une pépinière d'entreprise. Ces espaces-tests peuvent accueillir des porteurs de projet, avec un accompagnement spécifique de différents acteurs qui peuvent, sur une période de trois ans, accompagner des porteurs de projet sur le territoire.

Aujourd'hui, ce qu'il faut savoir, c'est qu'au niveau des installations et des porteurs de projet qui veulent s'installer, nous avons surtout des personnes qui sont complètement en dehors du milieu agricole et qui n'y connaissent rien. C'est d'autant plus important d'accompagner ces nouveaux profils sur le territoire.

Le deuxième axe d'intervention est le soutien à l'installation d'agriculteurs. Effectivement, la CASA a une convention de partenariat avec la chambre d'agriculture. Nous accompagnons les communes dans leurs projets agricoles sur le territoire, avec un financement des études préalables à chaque fois nécessaires pour définir les projets agricoles.

La CASA est également animatrice des sites Natura 2000 Préalpes de Grasse et Gorges du Loup. A ce titre, nous mettons en place des mesures agroenvironnementales qui permettent aujourd'hui un financement de 200 000 € par an aux éleveurs du haut pays pour tout ce qui est entretien et gestion des milieux naturels sur ces espaces naturels remarquables et importants surtout pour tout ce qui est maintien de la biodiversité.

Enfin, des prêts d'honneur sont accordés aux porteurs de projets agricoles via la plateforme Initiative Sophia Antipolis.

Le troisième axe important, c'est la valorisation des filières locales. Nous avons différents projets sur le territoire de la CASA. Un premier projet concerne la revalorisation de la filière « lavande » des plantes à parfum, aromatiques et médicinales. Un travail est fait dans le haut pays sur les communes de Caussols, Cipières, Gourdon et Gréolières.

Il y a aussi un travail important de revalorisation de la filière « bigaradier » sur les communes de Vallauris et Bar-sur-Loup, avec la plantation de 600 bigaradiers en 2020. Mme la Maire, vous êtes très attachée à la remise en plantation et la revalorisation de la filière « bigaradier » ; nous l'avons vu ce matin.

Nous avons aussi parlé du partenariat avec Nérolium. Ces deux actions, sur la lavande et sur le bigaradier, sont réalisées en partenariat avec un industriel aromatique du territoire qui est aujourd'hui engagé dans des démarches RSE (responsabilité sociale des entreprises) dans le but de mettre en place un approvisionnement local en matières premières d'origine certifiée, avec une qualité suivie et une traçabilité complète des matières premières.

Tout ceci est d'autant plus important qu'aujourd'hui, nous sommes considérés comme le territoire du Pays de Grasse. Tout ce qui est lié au savoir-faire des parfums sur le territoire du Pays de Grasse est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. C'est vraiment une marque forte avec des industriels qui recherchent de plus en plus à valoriser cette matière première, notamment d'un point de vue local et sur nos communes.

Le quatrième axe, c'est la recherche et l'innovation. Effectivement, nous travaillons sur un projet de serre photovoltaïque à haute qualité environnementale sur les communes de Biot et Valbonne Sophia Antipolis en partenariat avec des institutionnels (Département, Région), des organismes de recherche sur Sophia (INRA, INRIA), des startups et le lycée horticole d'Antibes. C'est un projet qui est en réflexion pour le moment, dans un objectif de lutter contre le changement climatique. La CASA est dotée d'un plan Climat Ouest 06.

Cela concerne aussi tout ce qui est développement d'énergies renouvelables, process de production innovant et développement de circuits courts. En effet, ce projet inclut des productions de tomates et de légumes qui iraient aux cantines des collèges, en partenariat avec le Département. Cela porte aussi sur tout ce qui est sensibilisation aux enjeux environnementaux.

Le cinquième axe, c'est l'alimentation. Au-delà de la politique agricole, nous parlons aussi de politique alimentaire et de santé publique. Aujourd'hui, nous avons des élus qui sont soucieux de l'approvisionnement local dans les cantines scolaires. Nous sommes dans un contexte de loi EGAlim qui, d'ici 2022, demande à ce qu'il y ait 50 % de produits locaux et 20 % de produits bio et certifiés dans la restauration collective. Ces 50 % et 20 % portent non pas sur le volume de production mais sur le coût d'approvisionnement, ce qui reste plus réalisable par rapport aux objectifs fixés par cette loi.

Par conséquent, la CASA travaille en ce moment sur l'élaboration d'un projet alimentaire territorial pour aider et accompagner les communes à répondre au mieux à cette loi et dans le cadre de cette transition alimentaire. Différentes actions pourront en sortir, notamment le développement des actions pour lutter contre le gaspillage même si les communes sont déjà très impliquées dans la restauration collective sur ce volet. Il s'agit aussi de les aider à travers des formations en matière de marchés publics pour développer l'approvisionnement en circuit court. Les demandes existent aussi à ce niveau.

Enfin, sur le volet « sensibilisation des scolaires et du grand public », la CASA soutient différents organismes agricoles du département pour l'organisation de différentes manifestations évènementielles. Parmi les organismes qui y participent, nous avons Agribio, le syndicat interprofessionnel de l'olive de Nice et les jeunes agriculteurs.

Nous sommes également présents sur toutes les foires agricoles locales de la CASA, sur les 24 communes. Ce sont des foires qui sont de plus en plus importantes. Puis, nous portons des projets pédagogiques d'éducation à l'environnement dans le cadre du dispositif Activ'Ta Terre. Ce sont des actions de sensibilisation qui connaissent aujourd'hui un réel engouement. Nous pouvons le voir avec la foire bio au lycée horticole d'Antibes qui attire chaque année plus de 3 500 visiteurs en une journée. C'est une des manifestations du département qui attire le plus de monde sur la journée.

Nous sommes de plus en plus sollicités. Il y a une réelle demande qui montre aujourd'hui que l'agriculture, dans toutes ses composantes, est non seulement une activité économique à part entière mais a aussi un rôle de qualité des paysages, de cadre de vie et de maintien de la biodiversité. Elle joue aussi un rôle social très important. C'est une thématique qui est entièrement au cœur des préoccupations de chacun de nous. Je vous remercie.

M. le Président – Merci, Valentine VINCENTELLI. Il faut que nous prenions conscience que la CASA ne s'est pas réveillée la semaine dernière sur ces thématiques. S'il y a une Bastide des violettes et une Maison du terroir, c'est bien parce que nous avons compris, un peu avant que ce ne soit à la mode, que c'est un élément majeur à la fois en matière environnementale, mais aussi sanitaire et alimentaire.

Depuis 2012, nous avons mis en place une politique volontariste financièrement pour aider les communes à acquérir les terrains agricoles. La difficulté est de savoir comment nous trouvons l'agriculteur, l'exploitant ou bien l'éleveur qui accepte de venir sur le territoire. C'est la raison pour laquelle nous sommes contraints – et c'est nécessaire – de nous mettre en rapport avec l'ensemble des filières pour trouver, au moment où nous avons acheté un terrain et où nous le mettons à disposition, quelqu'un qui l'exploite d'une façon ou d'une autre.

Il y a deux axes majeurs qui ont été évoqués. Le premier est un axe alimentaire. Le succès des foires bio, le succès de ce qui se passe une fois par an au lycée agricole d'Antibes montre qu'il y a une appétence pour ce type de situation. Alimentaire veut dire cantine. Nous sommes déjà, dans la plupart de nos villes, à 50 % de circuit court et à 20 % de bio.

En l'occurrence, je voudrais rappeler à chacun que le circuit court n'est pas forcément du bio, mais que le circuit court est très économe d'énergie. Un homme politique a écrit un jour : « Je ne mangerai plus de cerise en hiver ». Effectivement, si nous faisons venir une cerise bio d'Argentine en plein hiver, nous ne pourrions pas penser que l'environnement s'en trouve satisfait. Il faut donc que nous développons plus de circuits courts que le label bio auquel, de temps en temps, il manque juste un élément de traçabilité. Cela fait qu'un produit ne peut pas être labellisé bio alors que c'est naturel et venant directement du producteur.

Dans ce domaine, il y a effectivement des possibilités. Ce qui est intéressant dans la communauté d'agglomération, c'est que ces possibilités existent sur tous les territoires. Elles existent sur le littoral alors que l'on pourrait penser que l'on va cultiver le moyen pays et le haut pays. Sur le littoral, il y a une tradition sur le deuxième volet qui est le volet « horticole ».

Dans le volet « horticole », nous retrouvons Nérolium Vallauris et toutes les possibilités des bigaradiers à développer. Puis, se greffe par-dessus un élément que nous partageons avec Grasse, c'est tout le développement des plantes à parfum, exploitées en tant que matière première pour les parfums. Nous avons à Bar-sur-Loup une implantation industrielle très significative. Après la fermeture de Galderma, alors que nous avons l'impression que la biotechnologie concernait uniquement l'élément médical, nous voyons qu'il se développe une forte demande sur la biologie alimentaire. Il y a la Sarrée qui est envisagée dans ce domaine, mais je pense que nous avons une filière complète de valorisation d'un pôle de compétence et d'un pôle d'excellence qui a déjà été défini et que nous partageons déjà avec Grasse et qui peut être aussi une filière intéressante, à la fois de main d'œuvre et de valorisation du territoire.

Je voulais donc rappeler tout cela pour dire que nous avons fait quelques petits pas dans ce domaine. Vous allez voir que contrairement à ce que l'on peut penser, la stratégie aujourd'hui sur Sophia Antipolis n'est pas uniquement basée sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Certes, c'est la base mais la volonté que nous avons est de développer les deux aspects, à savoir l'aspect des nouvelles technologies de l'information et de la communication, avec la voiture connectée, etc. mais aussi l'autre aspect qui est le volet environnemental et alimentaire.

En l'occurrence, nous avons un côté que nous pouvons considérer comme un peu anecdotique ou folklorique. Nous avons une oliveraie à Châteauneuf qui produit de l'olive locale. Un homme est venu, il a planté des oliviers et vit aujourd'hui de cette exploitation. Nous avons le fromage de chèvre de Tournettes. Nous avons tous ces éléments qui viennent compléter l'ensemble d'un panel mais au-delà de cela, il y a une filière industrielle à développer. Cette filière industrielle sur les plantes à parfum, en partenariat dans le cadre du pôle Cap Azur et avec Grasse, peut être un élément de développement économique qui est loin d'être négligeable.

Merci de votre attention. Y a-t-il des questions ? Pas d'interventions ? Ce qui est intéressant, c'est que tous les maires sont concernés, de Biot à Vallauris, en passant par Antibes. Dans la plaine de la Brague, il y a une demande par exemple du lycée horticole de rendre agricole toute une partie des zones qui ont été inondées et qui ne peuvent plus être exploitées en camping. Puis, autour du cœur de projet que le conservatoire du littoral est en train de récupérer, il y a des terres agricoles supplémentaires qui vont s'implanter. C'est un intéressant retour à la nature et à ce qui existait auparavant. Je rappelle quand même que la plaine de la Brague était exploitée sur le plan agricole par les Romains qui avaient déjà compris qu'une rivière qui déborde amène de l'alluvion et que l'alluvion est une facilité de fertilisation.

Pour continuer l'anecdote, les premiers Italiens migrants qui sont arrivés sur Antibes et qui ont acheté un terrain à la Brague, on leur donnait un terrain au cap d'Antibes qui était pour les habitants de l'époque une zone mal exploitée parce qu'elle était rocailleuse. Il a fallu attendre que les Anglo-Saxons arrivent pour planter du gazon et des pins sur un territoire qui était pelé. Ainsi, si nous revenions à l'origine, nous aurions un cap d'Antibes uniquement rocheux et sans pins. Il faut bien s'arrêter quelque part lorsque nous remontons dans le temps et remercier finalement les Anglais d'être venus à cette période, d'avoir amené la terre végétale et d'avoir eu l'utopie de faire pousser du gazon.

Ils ne sont pas arrivés à faire pousser le gazon, mais ils sont arrivés à planter des pins, ce qui n'est pas mal, et des pins parasols alors que normalement, le pin qui pousse naturellement sur les bords de la Méditerranée, c'est le pin d'Alep qui est beaucoup plus résistant aux intempéries, aux embruns, etc. Parce qu'ils trouvaient que c'était plus joli – et ils avaient raison –, ils ont mis des pins parasols. C'est pour cela que quand vous faites le tour de la Méditerranée, vous trouvez des pins d'Alep partout. Puis, arrivés sur la zone antiboise, vous trouvez des pins parasols en bordure de mer parce qu'il y avait des Anglais utopiques qui pensaient que nous pouvions jouer au cricket entre les pins après avoir planté du gazon sur du rocher. C'était le petit intermède sur la politique agricole de la commune. Nous pouvons maintenant commencer avec les délibérations.

ADMINISTRATION GENERALE

1. Procès-verbal de la séance du 24 juin 2019 – Approbation

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

2. Compte rendu des dernières décisions du président et du bureau communautaire

M. le Président – Je rappelle qu'elles sont prises en bureau et à l'unanimité. Pas de remarques ?

- *Le conseil communautaire prend acte.*

ACTION FONCIERE

3. Convention habitat à caractère multisites n°2 à intervenir avec l'EPF PACA – Avenant n°3

M. le Président – Serge BIBET va nous présenter très brièvement l'action de l'établissement public foncier. Nous avons été à la CASA un des premiers à utiliser l'établissement public foncier régional qui a une vocation simple. Il vient porter financièrement des terrains pendant plusieurs années, sans vocation de faire des bénéfices et en permettant aux communes d'avoir de la réserve foncière, le plus souvent pour faire du logement et exceptionnellement pour faire de l'activité économique.

Nous avons un partenariat avec l'EPF PACA. Nous sommes de très gros utilisateurs. En étant de gros utilisateurs de l'EPF PACA, nous préservons notre avenir puisque chaque Ville qui, dans un territoire, affiche la volonté d'acheter un endroit, L'EPF vient, achète et porte le projet. Au bout de cinq ans ou même plus, le projet de la Ville a le temps de s'élaborer et le projet est restitué, sans bénéfice, à la commune qui en fait ce qu'elle veut, à condition bien entendu que ce soit un projet d'intérêt général.

M. BIBET – Nous avons effectivement quinze ans de partenariat avec l'EPF, depuis 2004. C'est un partenariat historique essentiellement à destination de logement. Sachez qu'à ce jour, onze conventions différentes sont portées entre la CASA, les communes et l'établissement public foncier, avec une autorisation de crédit de 112 millions d'euros. Aujourd'hui, l'EPF a validé une politique foncière d'envergure dans le cadre de onze conventions. Actuellement, 21 sites ont été achetés ou sont des sites d'intervention foncière de l'EPF pour une dépense de 55 millions d'euros et représentant 33 ha sur notre territoire. La distribution de ces zones d'intervention foncière de l'EPF concerne à la fois le littoral, mais également le moyen et le haut pays.

Actuellement, il y a un portage foncier avec une durée. Si l'opération ne se fait pas, les garanties de rachat sont principalement portées par la CASA. C'est une spécificité locale par rapport à la région parce qu'en règle générale, ce sont les communes qui sont garantes. Aujourd'hui, la délibération qui vous est présentée propose de prolonger la convention multisites qui arrive à échéance le 31 décembre de cette année. Il s'agit d'un prolongement de deux années supplémentaires pour permettre la réalisation des opérations d'acquisition qui ont été intégrées ainsi que pour poursuivre les acquisitions à venir.

M. le Président – Juste deux chiffres, le chiffre d'engagement de l'EPF en termes financier est de 112,7 millions d'euros – donc ils sont prêts à acheter – et nous en avons consommé 55 millions. Après, ne croyez pas que c'est une dette des Villes ou de la CASA vis-à-vis de l'EPF parce qu'à un moment donné, c'est un terrain à bâtir ou un terrain à exploiter. La revente du terrain, compte tenu de l'augmentation du coût du terrain, fait qu'il n'y a personne qui perd. L'établissement public foncier rentre dans ses frais financiers. L'opération est soit blanche, soit bénéficiaire. Ce chiffre ne doit pas être un élément d'inquiétude. Au contraire, c'est un élément positif d'engagement. Nous n'achetons pas de la terre agricole, nous achetons un terrain sur lequel nous allons bâtir ou sur lequel nous allons mettre une entreprise. Nous vous demandons votre avis sur cet engagement de prolongation de deux ans de la durée de la convention. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

4. Plan départemental de protection des forêts contre l'incendie (PDPFCI) 2019-2029 – Avis sur le projet

M. le Président – Tout le monde sait que la forêt peut brûler. Il y a quatre axes majeurs :

- évaluer le risque et la vulnérabilité ;
- aménager les massifs pour faciliter la prévention et la lutte ;
- organiser la surveillance de la lutte (SDIS et conseil départemental) ;
- appliquer le PDPFCI.

C'est un projet départemental. L'entretien des forêts et la prévention des incendies sont de compétence départementale. Ils nous demandent donc simplement d'approuver ce projet et d'y participer dans la mesure où nous pouvons leur fournir des informations, mais il n'y a pas de participation financière. Je vous demande un avis favorable à ce plan de prévention des risques d'incendie de forêt. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

5. SPL Antipolis Avenir – Rapport annuel 2018 des administrateurs à la communauté d'agglomération Sophia Antipolis

M. le Président – La SPL a été créée en 2013. Son objet est l'aménagement, l'acquisition et la cession d'immeuble. Son actionnariat est réparti entre la Ville d'Antibes (70 %) et la CASA (30 %). Des opérations lui ont été confiées par la CASA en 2018, notamment la consultation projetée pour les zones des Trois-Moulins qui est achevée. Ensuite, il y a des opérations qui lui sont confiées par la Ville d'Antibes, à savoir la ZAC Marenda Lacan de cœur de ville et l'étude Jules-Grec Anthéa, s'agissant de la zone qui est derrière le conservatoire, le théâtre et le quartier des Combes qui a été gelé il y a plusieurs années. Le résultat est en solde positif. Nous avons eu + 55 000 € en 2018. Le résultat net est de 83 220,22 €. Je vous demande donc votre approbation, en sachant que M. LEONETTI, Mme BLAZY et M. DAUNIS, qui font partie de la SPL, ne participent pas au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

6. SAS Dow Agrosiences – Convention de partenariat

M. le Président – L'entreprise SAS Dow Agrosiences a fermé ses portes. Il y avait un peu plus de 150 agents. Dans le cadre de l'arrêt d'activités développées sur les sites de Sophia Antipolis, il y a un plan social et un plan d'appui de l'action des pépinières du territoire dans leurs missions d'accompagnement de créateurs d'entreprise. Il y a de l'argent qui se dégage et qui est payé par l'entreprise lorsqu'elle ferme. Dans cette opération, seuls treize emplois n'ont pas trouvé de solutions. Tous les autres, à savoir 135 personnes, ont été repositionnés à l'inter du groupe SAS Dow Agrosiences. Dans ce cadre, il y a une dotation financière de 48 000 € qui a été donnée sous forme de subvention d'investissement, avec une moyenne de 5 500 € par emploi créé qui sont accordés directement par la direction. Aucun flux financier ne transite par la communauté d'agglomération. Ce sont des plans de revitalisation après cessation d'activité de l'entreprise qui permettent effectivement de revitaliser l'emploi et de donner une dotation de 5 500 €. La CASA n'est que le véhicule de validation, elle n'est pas la banque réceptrice. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité*

M. le Président – Il y a un comité de suivi. Je propose M. MASCARELLI. Y a-t-il d'autres candidats ? Si personne n'est contre le fait de ne pas voter à bulletin secret, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *M. Jean-Pierre MASCARELLI est désigné à l'unanimité au comité de suivi.*

7. Association Team Côte d'Azur – Convention pluriannuelle d'objectifs et de participation financière 2019-2021

M. le Président – C'est une stratégie que nous développons avec la Métropole Nice Côte d'Azur et qui nous a permis, dans les dernières années, une très forte revalorisation et attractivité du territoire. La parole est à M. MASCARELLI.

M. MASCARELLI – Merci, M. le Président. Team est un organisme très transversal. Le territoire de la CASA, notamment Sophia Antipolis, est quand même le grand bénéficiaire de l'action de Team. Cela se vérifie chaque année dans les chiffres.

Entre 2017 et août 2019, Team Côte d'Azur a permis de créer un peu plus de 1 000 emplois et l'implantation de 37 entreprises. Fin 2019, les résultats sont assez remarquablement bons puisqu'il y a onze nouvelles décisions d'implantation qui représentent 340 emplois.

Les actions de Team sont entre autres des actions de prospection à l'international qui sont organisées par pays, par thématique et par filière. La liste des implantations remarquables fait apparaître surtout de grands noms dans le domaine de l'automotive et du véhicule autonome que sont Mercedes, Renault Software Labs, mais aussi des noms importants dans les biotechnologies, ce qui rejoint la problématique maintenant résolue de la reconversion de Galderma.

Team a joué un rôle important d'appui de nos filières et de nos événements, notamment sur le 3IA puisque Team a toujours été un membre actif de l'équipe, sur la structuration de la filière « automotive véhicule connecté », sur la restructuration du site Galderma en apportant les entreprises qui sont les piliers de la nouvelle organisation, comme cela avait déjà été fait avec l'appui de Team pour Texas Instruments, pour le sommet international SophIA sur l'intelligence artificielle qui a lieu les 21 et 22 novembre prochains et qui aura, M. le Président, je l'espère, un succès supérieur à celui de l'année précédente, qui était déjà un grand succès, mais qui devrait nous asseoir un peu plus dans le monde de l'intelligence artificielle.

Actuellement, Team travaille sur les conséquences du Brexit qui peuvent être très bénéfiques pour notre territoire.

M. le Président – M. MASCARELLI, vous ne souhaitez quand même pas un Brexit dur (*no deal*)...

M. MASCARELLI – Je n'ai pas d'opinion en la matière, M. le Président. Ce que je sais, c'est que cela peut rapporter des entreprises à notre territoire. Cela en a déjà rapporté quelques-unes qui sont petites, donc cela peut en rapporter d'autres.

Puis, nous avons la filière *blue economy*, le yachting, le nautisme et les smart ports qui sont surtout importants pour les ports de notre territoire, en liaison avec à la fois le savoir-faire local autour des ports, le savoir-faire artisanal, mais aussi le savoir-faire technologique. Là aussi, l'intelligence artificielle jouera un rôle important.

M. le Président – On dit toujours qu'il y a des clivages entre l'ouest et l'est dans ce département, que chacun regarde midi à sa porte. Je vois bien que M. MASCARELLI se moque bien des pêcheurs bretons qui risquent de souffrir du Brexit en voyant les entreprises arriver sur Sophia Antipolis. Je souligne quand même que la Team couvre la métropole Nice Côte d'Azur et la communauté d'agglomération. Ce partenariat est équilibré et dans lequel il y a un climat de confiance. Cela ne veut pas dire que dans d'autres domaines, dans d'autres lieux ou dans d'autres situations il n'y a pas de climat de confiance, mais quand il y a un climat de confiance et un territoire qui se mobilise sur des thématiques qui sont voisines, nous voyons que cela apporte une réussite.

M. MASCARELLI – Bien sûr. Nos intérêts sont complètement liés.

M. le Président – Je vous propose d'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 avec Team Côte d'Azur. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

8. Syndicat mixte de la Maison de l'intelligence artificielle (S2MIA) – Adhésion de la CASA

M. le Président – Nous devons cette initiative à Charles-Ange GINESY, président du conseil départemental, qui chacun le sait est un passionné de numérique et d'intelligence artificielle et qui mûrit depuis longtemps l'idée d'une Maison de Sophia. Puis, cette Maison de Sophia s'est transformée en Maison des nouvelles technologies.

Aujourd'hui, les triples labellisations qui sont arrivées sur Sophia Antipolis, à savoir French Tech, IDEX, puis 3IA après être arrivé second juste après Paris sur les sites de recherche, ont fait décider Charles-Ange GINESY, après avoir visité un certain nombre de Maisons de l'intelligence artificielle, en particulier à Laval au Canada, d'en implanter une sur Sophia Antipolis.

C'est une initiative que nous ne pouvons regarder que très positivement. Il restait à voir dans quel cadre cela se ferait. Cela ne peut se faire bien sûr que dans un syndicat mixte. La CASA, la chambre de commerce et d'industrie, l'université Côte d'Azur et le conseil départemental n'auraient pu s'organiser autrement que dans un syndicat mixte puisqu'il y a des organismes différents et des intérêts partagés.

Dans ce contexte, le choix de la localisation, ce sont les locaux de l'ancien CNRS. Le choix de l'implantation est donc à proximité de SophiaTech, de l'université qui paraît comme une évidence.

La CASA s'est portée volontaire pour participer à cette Maison de l'intelligence artificielle. Elle doit voir le jour en janvier. Je n'ai pas la date exacte mais dès janvier 2020, la Maison de l'IA sera implantée sur Sophia Antipolis, avec une participation du conseil départemental, dont je rappelle que c'est à la marge de ses missions. Je remercie le conseil départemental de s'impliquer au-delà des missions que lui confient la règle et la loi et pour en faire à la fois un outil pédagogique, un outil de performance et un outil de développement.

Bien entendu, David SIMPLOT à l'INRIA et M. GAMBAUDO à l'université sont favorables à ce projet. La chambre de commerce et d'industrie y participera, avec des proportions qui sont établies à l'intérieur de la délibération et qui sont envisagées de façon différente que le fonctionnement dépasse 150 000 € ou qu'il soit inférieur à 150 000 €. Probablement dans les premières années, il sera inférieur à 150 000 €. La participation de la CASA sera effective dans ce domaine. A ce moment-là, ce sera 60 % pour le conseil départemental, 20 % pour la CASA et 10 % pour la CCI et l'UCA (université Côte d'Azur).

Dans ce contexte, je pense que c'est une réelle chance. Je veux être le porte-parole de la communauté d'agglomération et de tous les Sophipolitains pour dire un grand merci à Charles-Ange GINESY. C'est une initiative, non pas personnelle parce qu'elle est du conseil départemental, mais c'est parce que nous avons un président qui a bien conscience de l'intérêt de développer l'intelligence artificielle sur le territoire des Alpes-Maritimes et en particulier sur Sophia Antipolis. C'est la délibération que je souhaitais porter devant vous. Qui souhaite intervenir ?

M. MASCARELLI – Que fait la Maison de l'intelligence artificielle ? Est-elle essentiellement destinée à être un endroit de réflexion sur les usages de l'intelligence artificielle ? Beaucoup de personnes se posent des questions sur l'intelligence artificielle. Cela fait peur. Cela peut créer de l'enthousiasme ou du rejet. La mission principale de la Maison de l'IA voulue par Charles-Ange GINESY est de réfléchir et de faire savoir sur ces problèmes. On ne va pas travailler sur l'intelligence artificielle.

M. le Président – Bien sûr. On ne fait pas un CNRS bis ou un INRIA bis. Tout le monde imagine qu'il y a quelques petits problèmes éthiques qui se développent. De temps en temps, il y a toujours le prophète de malheur qui arrive. J'ai vu dans un grand quotidien un philosophe dire que l'intelligence artificielle va détruire l'humain. Ce sont à peu près les mêmes qui disaient que le chemin de fer allait générer une épidémie de tuberculose. Il y a un moment où il faut regarder le progrès avec lucidité. Il apporte toujours des éléments positifs, des espérances et des craintes. C'est logique. Il faut apaiser les craintes et les prévenir. Puis, il faut laisser la place à l'espérance. Je trouve que notre société est assez craintive sur l'avenir, nostalgique et passéiste. Franchement quand on habite un territoire comme Sophia Antipolis, on devrait avoir la lucidité du risque, mais aussi la volonté de croire au progrès tout simplement, progrès humain et progrès technique. Cette Maison de l'intelligence artificielle a du sens à l'endroit où elle va se trouver et dans le contexte que nous connaissons. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Nous passons aux désignations des représentants. Je propose, pour la petite période qui nous sépare de la fin de nos mandats, Jean-Pierre MASCARELLI et moi-même comme titulaires et Guilaine DEBRAS et Marc DAUNIS comme suppléants. L'intelligence artificielle va s'inaugurer en janvier. Il y aura probablement une réunion. Ensuite, chacun vivra avec ses angoisses et ses espérances comme pour l'intelligence artificielle. Y a-t-il d'autres candidats ? S'il n'y en a pas, êtes-vous d'accord pour que nous ne votions pas à bulletin secret ? Si vous êtes d'accord, je vous demande de valider ces quatre noms. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Sont désignés à l'unanimité pour représenter la communauté d'agglomération au S2MIA : M. Jean LEONETTI et M. Jean-Pierre MASCARELLI (titulaires), Mme Guilaine DEBRAS et M. Marc DAUNIS (suppléants).*

POLITIQUE DE LA VILLE

9. Découverte par les jeunes de la CASA des différents métiers de l'agriculture – Convention de partenariat avec l'établissement public local d'enseignement professionnel agricole et la mission locale Antipolis

Mme SALUCKI – Je suis très impressionnée par ce qui vient d'être dit. Je reviens à la terre d'une manière très pragmatique.

Je fais référence au rapport extrêmement positif qui a été présenté sur la politique agricole menée par la CASA. La Politique de la Ville ne pouvait pas rester indifférente à ce qui se passait sur l'agriculture qui est extrêmement dynamique aujourd'hui. Il est donc question de faire une convention de partenariat avec l'établissement public local d'enseignement professionnel agricole et la mission locale.

Je vous ai souvent parlé de la mission locale pour les opérations Court Chantier, mais c'est surtout orienté pour les jeunes en insertion ou les jeunes qui sont formés particulièrement aux métiers du bâtiment. Nous avons toutes sortes de métiers du bâtiment et surtout des rénovations, des constructions éventuellement. Là aujourd'hui, nous changeons de pilotage et c'est très intéressant, il va être question de maraîchage, d'horticulture et d'arboriculture. Nous nous sommes rendu compte que les jeunes sont très sensibles aux métiers de la terre. Pour ceux qui ont eu le plus de difficultés ou qui se sont trouvés en grande difficulté scolaire, cela fonctionne très bien.

Cet établissement public d'enseignement et de formation professionnelle aux métiers agricoles va former les jeunes. La CASA va accompagner avec la mission locale qui prescrit, qui oriente les jeunes vers ce dispositif. Comme d'habitude, comme les opérations Court Chantier, c'est très surveillé. Il y a un comité de suivi avec un partenaire de chaque établissement et qui, trois fois par an, fera un point sur les résultats. Je ne doute pas un seul instant que ce soit très profitable. En plus, cela ne coûte rien à la CASA, M. le Président.

M. le Président – Je pense que c'est une bonne idée. Nous avons toujours orienté en monothématique les jeunes en difficulté d'insertion. A mon avis, cette filière va être très porteuse et très apaisante aussi. Je pense qu'elle a la double fonction. Nous sommes tous très favorables à cette stratégie. Je la sou mets à votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

10. Lutte contre les nuisances sonores – Approbation des cartes de bruit stratégiques dans le cadre du plan de prévention du bruit de l'environnement (PPBE)

M. le Président – Je remplace Lionel LUCA qui est momentanément absent. Le PPBE est un plan général. C'est une cartographie. Ce ne sont pas les bruits de voisinage. Ce n'est pas le bruit de la moto à 2h du matin. Ce sont des bruits qui sont générés par de grosses infrastructures (les avions, l'aéroport, le train et les grands axes routiers).

Ce qui est satisfaisant, c'est que lorsque nous réélaborons ce plan, nous nous sommes aperçus qu'il y avait une diminution de l'exposition au bruit. D'ailleurs, la plupart des personnes se plaignent assez peu. Dans les villes, elles se plaignent des bruits de voisinage et assez peu des bruits d'infrastructure, peut-être parce qu'elles l'acceptent et parce qu'elles voient bien que ce sera difficile de faire autrement.

Je ne reviens pas sur la lutte contre le survol des avions qui a entraîné quand même une très nette amélioration sur le cœur d'Antibes. Toujours est-il que nous refaisons une évaluation de l'ensemble. Ensuite, quand nous avons cette évaluation, elle sert essentiellement à rentrer en contact avec les grands organismes et leur demander de diminuer le bruit. C'est ce qui a été fait avec l'aéroport Nice Côte d'Azur. Le bilan sera mesuré durant les dix dernières années et transmis à Escota, Aéroport de Nice, RFF, SNCF, le Département, etc. Je vous demande simplement de valider cette mesure. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je pense que ce serait intéressant de publier cette carte des bruits parce qu'elle permettra d'informer l'ensemble de la population et d'engager des actions concertées envers les divers organismes que nous venons de citer.

11. PCAET Ouest 06 – Convention de partenariat CASA/CAPG/CACPL relative à l'élaboration et la mise en œuvre du plan climat-air-énergie Ouest 06 – Renouveau

M. le Président – Le PCAET, c'est le plan climat-air-énergie territorial. Là, nous sommes sur une stratégie Cap Azur. Nous avons pensé depuis le début, et même avant que nous ayons une situation de pôle métropolitain, que nous devions travailler sur ce sujet avec l'ensemble de l'Ouest. Cela a abouti, vous vous en souvenez, aux bornes électriques. C'est le premier élément majeur.

Puis, il y a des postes que nous mutualisons maintenant et qui vont permettre aussi de faire en sorte que nous allions un peu plus loin dans un certain nombre d'axes. Il y a un axe par exemple CASA qui est intéressant et qui se développera sur l'ensemble de l'Ouest, c'est le plan sur l'énergie solaire qui va vous permettre, en fonction de votre habitation, de vous dire quelle est votre potentialité d'énergie, votre capacité de financement et d'économie et les organismes ou les artisans qui sont en capacité de faire les travaux nécessaires.

Le deuxième point, c'est que nous allons remettre à l'ordre du jour les économies d'énergie à titre individuel. Nous l'avons fait plusieurs fois mais dans ces économies d'énergie, une délibération va arriver tout à l'heure. C'est une délibération qui prend en compte financièrement les économies d'énergie soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé. Nous allons refaire une plaquette que nous allons présenter au mois de novembre, probablement dans le cadre Cap Azur, mais au minimum dans le cadre de la CASA pour que chaque personne connaisse les petits moyens pour économiser l'énergie. La meilleure façon de développer une latitude écologique, c'est qu'à la fin, l'économie d'énergie soit une économie écologique, mais que ce soit aussi une économie financière.

C'est la raison pour laquelle nous expliquerons comment nous pouvons économiser l'eau, comment nous pouvons économiser l'électricité, comment nous pouvons économiser l'énergie et comment nous pouvons économiser le chauffage et toutes les mesures potentiellement à la disposition de nos concitoyens pour y être aidés financièrement. Je laisse la parole à M. BIBET.

M. BIBET – Je vous prie d'excuser Allison CAZAL, c'est moi qui vais assurer sa présentation, mais vous avez déjà tout dit. Le partenariat avec les deux voisins, c'est-à-dire les deux communautés d'agglomération de l'Ouest, est établi depuis 2011, avec une culture commune autour d'un certain nombre d'actions en matière d'énergie, d'abord d'élaborer un plan climat ensemble. Cela a été le cas avec le premier plan climat Ouest. C'était le premier plan climat inter-agglomérations de France qui avait été adopté en fin 2013 et qui est déployé depuis 2014 à 2019.

M. le Président l'a rappelé, nous avons 95 bornes de recharge électrique aujourd'hui sur Cap Azur, avec des implantations à venir également sur chaque territoire et un service qui croît à la fois en abonnés et en nombre de charges.

Un cadastre solaire a été mis en place. C'est déjà actif sur tout le territoire de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis. Chaque citoyen, à partir de cette application, renseigne son adresse et peut estimer ce que son toit, le toit de son habitation, peut produire. A partir de ce document d'évaluation, il peut être mis en relation avec un certain nombre d'opérateurs agréés pour développer son projet de production énergétique, voire d'autoconsommation.

Nous avons également un programme qui connaît beaucoup de succès et qui s'appelle Watty à l'école. Sur la CASA, 58 classes sont accompagnées chaque année, avec des accompagnateurs sur tout ce qui est énergie. Vous savez que les bonnes pratiques se transmettent dès le plus jeune âge et que ce sont souvent les meilleurs vecteurs de changement de comportement. 58 classes sont sensibilisées en 2019 sur la CASA. Le dispositif va être étendu à plusieurs établissements scolaires de tout l'Ouest des Alpes-Maritimes. Prochainement, un nouveau plan climat va être élaboré et va également intégrer les politiques de l'air, donc nous aurons un plan climat-air-énergie territorial Ouest 06 pour 2020-2025. Une plateforme territoriale de rénovation énergétique sera également mise en place.

A travers cette délibération, il vous est demandé le renouvellement de cette convention de partenariat entre les trois communautés d'agglomération.

M. le Président – Il est clair que la petite plaquette dont j'ai vu le schéma récemment sort quand les premiers moments de chauffage arrivent sur les Alpes-Maritimes, c'est-à-dire en novembre. Je pense qu'il y a une lutte. Si vous regardez les choses – et j'essaie de le faire de manière objective –, le mouvement des Gilets jaunes est parti d'un moment où la goutte d'essence a fait déborder le vase de la fiscalité.

On explique aux gens que pour se déplacer, on va augmenter, ce qui n'est pas illogique sur le plan écologique, mais qui est insupportable sur le plan social. En effet, les énergies fossiles vont disparaître. Il faut qu'elles soient plus chères pour qu'il y ait une transition énergétique qui s'effectue. Sauf que toute une partie de la population n'a pas la capacité de changer son mode de déplacement et toute une partie de la population n'a pas d'autre choix que de ne pas changer sa voiture parce que ce n'est pas une prime de quelques milliers d'euros qui change le fait que l'on puisse acheter ou non une voiture.

Je suis conscient, comme vous tous, du réchauffement climatique. Je ne suis pas devenu TRUMP. Je crois que l'action humaine y est pour quelque chose. Rappelons quand même que l'Europe représente 10 % et la France 1 % de l'ensemble des émissions carbonées. Déjà, cela minimise un tout petit peu l'action que nous pouvons mener.

Pour motiver nos concitoyens, qui savent très bien que ce n'est pas en évitant de jeter un papier par terre que les émissions « carbone » vont changer quand on a des géants comme la Chine ou les Etats-Unis qui sont avec une progression qui représentent déjà près de la moitié du réchauffement climatique, il faut leur donner une alternative positive. Il faut que ce soit un changement de comportement dans lequel nous facilitons le changement de comportement.

C'est pour cela que tout à l'heure, nous délibérons sur les prix des bus. Si vous leur demandez de prendre le bus, mais que le bus revient presque aussi cher que la voiture, cela apparaît toujours comme un changement d'habitude, donc un inconvénient. Il faut qu'il y ait un élément incitatif. Si nous disions à nos concitoyens comment ils peuvent économiser l'eau, l'électricité et le chauffage, comment nous pouvons les aider à isoler leurs maisons et épargner la dépense énergétique, à avoir de l'énergie solaire facilitée, là nous sommes dans une économie écologique positive.

Je pense que c'est cela qu'il faut que nous continuions à développer si nous voulons persuader nos concitoyens. Ce n'est pas à coup de taxes. C'est au contraire avec un allègement de taxe et en facilitation. C'est la raison pour laquelle l'action menée au niveau Ouest me paraît très importante parce qu'il y a la même volonté sur Cannes, sur Grasse et sur Alpes d'Azur. Nous pouvons arriver assez rapidement à de bons résultats. Je rappelle que nous parlons de l'énergie, de dépense énergétique.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Nous passons aux désignations. Nous vous proposons Lionnel LUCA (titulaire) et Martine BONNEAU (suppléante) au comité décisionnel et au comité de pilotage. S'il n'y a pas d'autres candidats, qui est contre les deux noms ? Qui s'abstient ?

- *Sont désignés à l'unanimité au sein du comité décisionnel et du comité de pilotage : M. Lionnel LUCA (titulaire) et Martine BONNEAU (suppléante).*

EAU ET ASSAINISSEMENT

12. Assainissement des eaux usées – Création de la régie à simple autonomie financière et du budget correspondant – Approbation des statuts

M. ETORE – Dans le cadre du transfert au 1^{er} janvier 2020 des compétences « eau et assainissement » à la communauté d'agglomération, divers modes de gestion existant aujourd'hui dans les communes vont être prorogés et reconduits, mais tout cela sous l'égide de la CASA. Aujourd'hui, cohabitent parfois même dans certaines communes différents systèmes de régie municipale ou de concession à des acteurs qui peuvent être publics, comme une SPL, Hydropolis par exemple, ou des acteurs privés par des délégations de service public ou des concessions. Tous ces systèmes seront reconduits, prolongés au moins dans une première période à partir du transfert en 2020, en sachant que ce qui sera visé dans une quinzaine d'années, c'est l'harmonisation sur l'ensemble du territoire des tarifs de l'eau et de l'assainissement, et sans doute, une coordination des modes de gestion.

Nous verrons les deux délibérations, pour l'eau d'un côté et pour l'assainissement de l'autre. Pour les communes qui gèrent aujourd'hui en régie municipale l'eau ou l'assainissement, le transfert aura lieu au 1^{er} janvier 2020. Ce transfert se fera aux établissements publics que nous allons créer aujourd'hui à l'échelle de la CASA.

Ainsi, il est proposé au conseil communautaire, si nous prenons l'assainissement des eaux usées dans un premier temps, de créer une régie disposant de la seule autonomie financière, dépourvue de personnalité morale et compétente à partir du 1^{er} janvier 2020 pour exploiter le service public d'assainissement des eaux usées, collectif et non collectif, sur une partie du territoire de la CASA de la manière suivante :

- pour la collecte des eaux usées sur les territoires des communes d'Antibes, Bézaudun, Biot, Bouyon, Caussols, Capières, Conségudes, Courmes, Coursegoules, Gourdon, Gréolières, La Colle-sur-Loup, La Roque-en-Provence, Les Ferres, Tourrettes-sur-Loup et Villeneuve-Loubet ;
- pour le traitement des eaux usées, donc la gestion des stations d'épuration sur les territoires des communes de Bézaudun, Bouyon, Caussols, Capières, Conségudes, Courmes, Coursegoules, Gourdon, La Roque-en-Provence, Les Ferres, Tourrettes-sur-Loup ;
- pour le contrôle des installations d'assainissement non collectif (SPANC) sur les territoires des communes de Biot, Caussols, Capières, Courmes, Gourdon, Gréolières, La Colle-sur-Loup, Saint-Paul-de-Vence, Roquefort-les-Pins, Vallauris et Villeneuve-Loubet.

Cette régie disposera statutairement, d'une part d'un conseil d'exploitation composé d'élus communautaires et de personnalités qualifiées, et d'autre part d'un directeur possédant un statut de droit public dont les deux principales missions consisteront à assurer le fonctionnement de la régie et en préparer le budget.

L'élection des membres du conseil d'exploitation sera proposée au conseil communautaire lors d'une de ses prochaines réunions dans le courant de l'année 2019.

La dotation initiale de cette régie à autonomie financière, chargée de la gestion du service public de l'assainissement, correspond à une avance de trésorerie effectuée par le budget principal au budget autonome. Elle est fixée à 2 millions d'euros et sera remboursée au plus tard à la fin de l'exercice 2020. Par ailleurs, et nous le verrons dans une délibération plus tard, il sera nécessaire de procéder à la création d'un budget de la régie à autonomie financière « assainissement ».

M. le Président – Dans la délibération, Biot n'y est pas.

M. BERARD – Dans l'état actuel de mes connaissances, Biot est à Hydropolis sur le SPANC.

M. le Président – Il y a deux versions, dont une corrigée ; celle qui est corrigée est celle dans laquelle la ville de Biot n'est pas incluse.

M. HUGUES – Il y a Caussols à corriger aussi pour le SPANC.

M. BERARD - Toutes les communes qui sont au SIEVI sur l'eau potable sont aussi dans le SIEVI pour le SPANC. Saint-Paul devrait y aller avant la fin de l'année. En l'état actuel des connaissances, la ville de Saint-Paul n'en fait pas partie, mais il y aura encore des changements avant la fin de l'année. Nous sommes obligés de prendre la délibération à l'instant T.

M. le Président – Vous me vérifiez toutes les listes et vous les faites valider par les maires avant que nous envoyions la délibération à l'administration centrale.

M. ETORE – Dans mon dossier, le deuxième, je n'ai plus Biot mais j'ai toujours Caussols par exemple dans le SPANC.

M. le Président – Nous avons rectifié de nous-mêmes mais c'est mieux que ce soit écrit sur la délibération. Quand elle est envoyée au contrôle de légalité, c'est plus simple.

Avec ces rectifications, vous avez bien compris qu'il y a des contrats. Le dernier contrat est un contrat vallaurien qui se termine en 2034. En 2034, vous vous souviendrez tous que nous devons passer, à ce moment-là, à une unification de l'ensemble de l'eau et de l'assainissement. C'est noté.

Le deuxième point, c'est que ce qui est en régie sera récupéré par la CASA qui va le gérer en régie. Puis, ce qui relève du contrat sera géré par les contrats qui iront à leur terme. Cela veut dire qu'il

n'y aura pas d'uniformisation brutale de l'organisation. Tout ne va pas passer en régie au 1^{er} janvier et tout ne va pas être géré par la CASA. Les contrats continuent. Le droit du contrat en France fait que les contrats continuent jusqu'à leur terme.

Dans la période intermédiaire, quand c'est en régie, la régie passe à la CASA et quand c'est en contrat, cela reste en contrat. Au fur et à mesure que les contrats tomberont, à ce moment-là, nous déciderons si nous relançons une délégation de service public ou si nous le récupérons en régie. C'est pour cela que j'aurai une vigilance particulière pendant les trois mois qui viennent parce qu'à terme, dans quatorze ans, il y aura une uniformisation des prix. Il ne faut pas qu'il y ait un endroit qui se mette à faire exploser les prix, sinon nous serions tous solidaires de l'explosion des prix au terme du contrat.

Les contrats sont longs parce qu'il y a des stations d'épuration, en particulier sur Vallauris qui ont mis une durée équivalente à l'amortissement des investissements. Lorsque l'investissement sera terminé et amorti en 2034, il est logique de penser que le prix, à ce moment-là, devrait diminuer. Par conséquent, l'uniformisation ne se fera pas forcément vers le haut, elle se fera probablement dans un prix qui ne va pas être l'alignement sur le plus cher, mais plutôt un alignement sur le moins cher et les amortissements seront effectués.

Pendant la période qui va nous séparer, il va y avoir des contrats qui au fur et à mesure vont tomber. Il faudra prendre les décisions à ce moment-là, pour ceux qui en auront la responsabilité, de relancer ou de ne pas relancer, de garder en régie ou de passer en régie, de relancer une délégation de service public et essayer de faire des regroupements.

En effet, les regroupements feront que – je ne veux pas réinsister là-dessus mais nous l'évoquions tout à l'heure en réunion des maires – ce sera plus facile pour la Ville d'Antibes d'obtenir des prix bas parce qu'il y a un volume à gérer vis-à-vis d'une entreprise qui est élevé plutôt qu'un village qui va avoir plus d'investissement que de rentabilité et qui va se trouver probablement démuné face à un géant de ce type de contrat. C'est l'avenir.

Cela veut dire que dans la période intermédiaire, c'est le prix de l'eau qui va être le vrai prix dans chaque secteur. A ce moment-là, il n'y a pas de fusion. Il y a une gestion commune. Dans un premier temps, ce qui est en régie passe en régie partout. Ce qui n'est pas en régie, les contrats se poursuivent mais les prix restent dans la stabilité dans laquelle ils sont. Après, nous ferons une évaluation des investissements à effectuer et ensuite la fusion au bout de quatorze ans.

Ce n'est pas simple. Ce n'est pas non plus tout à fait illogique que l'assainissement finisse par être quelque chose qui se gère plutôt à l'étage intercommunal qu'à l'étage communal pour les raisons que je viens de dire. Si Veolia se trouve face à la Ville d'Antibes, il n'a pas la même attitude. La Ville d'Antibes a plus de moyens d'évaluation dans les négociations que n'importe quel petit village de la communauté d'agglomération.

Vous avez bien compris la stratégie. Nous ne sommes pas là pour dire que tout va passer en régie ou que tout va passer en contrat. Nous sommes simplement là pour regarder l'état des lieux et transférer avec les charges nécessaires. Les prix seront en fonction. C'est un budget autonome. Ce n'est pas un budget qui peut être alimenté par un budget général. Ainsi si le budget est autonome, s'il y a une augmentation des coûts à un endroit, elle serait répercutée obligatoirement sur l'ensemble des habitants pendant la période intermédiaire. Aujourd'hui, nous n'en sommes pas là. Nous en sommes au stade où nous faisons l'inventaire et les transferts, comme l'a dit Christophe ETORE, en ayant rectifié Caussols et Biot. M. COLLIN a la parole.

M. COLLIN – J'ai une question. J'entends bien qu'il y a une partie en régie dans cette délibération sur ce qui va passer en régie. Concernant ce qui est contrat, ce sont des contrats qui ont été donnés par une autorité concédante. Les communes « autorités concédantes » ont concédé des DSP à des sociétés privées.

Hormis l'aspect financier, sur l'aspect contrôle, est-ce que l'autorité est transférée automatiquement à la CASA ou est-ce que cela reste aux communes avec le contrat de base ?

M. le Président – La surveillance des délégations de service public incombera désormais à la CASA.

M. COLLIN – Par conséquent, s'il y avait un problème technique sur ce qui était concédé par une commune, la CASA est-elle l'interlocutrice dans le cadre du transfert de compétence de la loi NOTRe ?

M. le Président – Oui.

M. COLLIN – Merci.

M. le Président – Pas d'autres questions ? Nous passons au vote. Nous votons l'application de la loi en quelque sorte. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

13. Eau potable – Création de la régie à simple autonomie financière et du budget correspondant – Approbation des statuts

M. ETORE – Il s'agit de la même délibération pour la création d'une régie disposant de la seule autonomie financière dépourvue de personnalité morale, qui sera compétente à compter du 1^{er} janvier 2020 pour exploiter le service public d'approvisionnement en eau potable sur une partie du territoire de la CASA de la manière suivante :

- production sur les territoires des communes de Caussols, Cipières, Courmes, Gourdon village et Gréolières village ;
- distribution sur les territoires des communes de Caussols, Cipières, Courmes, Gourdon village et Gréolières village.

Cette régie disposera statutairement, d'une part d'un conseil d'exploitation composé d'élus communautaires et de personnalités qualifiées, et d'autre part d'un directeur possédant un statut de droit public dont les deux principales missions consisteront à assurer le fonctionnement de la régie et en préparer le budget.

L'élection des membres du conseil d'exploitation sera proposée au conseil communautaire lors d'une de ses prochaines réunions dans le courant de l'année 2019. La dotation initiale de cette régie à autonomie financière chargée de la gestion du service public de l'eau correspond à une avance de trésorerie effectuée par le budget principal au budget autonome. Elle est fixée à 500 000 € et sera remboursée au plus tard à la fin de l'exercice 2020.

Par ailleurs, il sera nécessaire aussi, dans une prochaine délibération, de procéder à la création de ce budget de la régie à autonomie financière « eau potable ».

M. le Président – Là, vous avez compris aussi que c'est un budget autonome, et donc, qui ne peut pas être alimenté par autre chose. En revanche, il est alimenté par les flux des produits financiers de l'eau et de l'assainissement. Les 500 000 € qui sont donnés, ce n'est pas une dotation, c'est simplement une avance de trésorerie qui permet à la régie de fonctionner et qui sera ensuite restituée par les taxes de l'assainissement pour l'eau potable.

Au passage, je signale que les deux directeurs, dont vous voyez la création sont déjà en poste et le fait qu'ils soient directeurs ne fait pas une embauche supplémentaire, que ce soit clair aussi. Cela fait partie des transferts qui ont été effectués. Ils ont un statut qui change mais pour autant, ce n'est pas un poste qui est créé en supplément. Sur la délibération 13, qui est contre ? Qui s'abstient ?

▪ *Délibération adoptée à l'unanimité.*

14. Régie autonome chargée de la gestion du service d'assainissement des eaux usées sur une partie du territoire de la CASA – Désignation du directeur

M. ETORE – Il est proposé de désigner la directrice de la régie autonome chargée de l'assainissement – il s'agit de Mme Marjorie HUGON, agent public – afin d'assurer les missions de directrice de la régie autonome chargée de la gestion du service public d'assainissement des eaux usées. Ses missions représenteront 100 % de son temps de travail et donc de la rémunération de Mme Marjorie HUGON fixée sur la base du grade d'ingénieur en chef au 9^e échelon. En cas d'absence ou d'empêchement, Mme Marjorie HUGON sera remplacée par M. Olivier BELTRAMO, directeur adjoint.

M. le Président – C'est donc la désignation d'un directeur qui est déjà en activité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

15. Régie autonome chargée de la gestion du service d'eau potable sur une partie du territoire de la CASA – Désignation du directeur

M. ETORE – En l'occurrence, il est proposé de désigner M. Olivier BERARD, agent public ici présent, afin d'assurer les missions de directeur de la régie autonome chargée de la gestion du service d'eau potable. Comme c'est une petite mission, cela n'occupera que 80 % de son temps de travail et donc de sa rémunération puisqu'il restera encore pour 20 % à se consacrer à ses fonctions d'adjoint au directeur général adjoint Cadre de vie et coordination administrative et études. En cas d'absence ou d'empêchement, M. Olivier BERARD sera remplacé par M. Pascal KECK, chargé de développement ingénierie, adjoint au directeur.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RISQUES NATURELS

16. Contrat territorial entre le SMIAGE et la CASA – Avenant n°1

Mme DEBRAS – Bonjour à tous. Le SMIAGE est un syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion des eaux. Même si la plupart des employés émanent anciennement du Département, aujourd'hui, c'est une entité autonome par rapport au Département.

Avec ce SMIAGE, nous avons un contrat territorial qui fixe les conditions du partenariat financier, juridique, technique et organisationnel qui lie la CASA au SMIAGE. Nous avons eu un premier contrat en 2018. Il nous apparaît nécessaire d'établir un avenant pour l'année 2019 qui va permettre de préciser certains points, notamment les modalités de suivi de la mise en œuvre de ce contrat avec la création d'un comité technique.

Ensuite, cet avenant permet de réviser les maîtrises d'ouvrage, les coûts, les subventions ainsi que le planning des actions, avec des principes comme l'ajout de la TVA à la charge de la CASA lorsqu'elle est maître d'ouvrage, l'augmentation des charges de personnel et de structure plafonnée à + 0,75 % par an, le basculement à la CASA de certaines actions relevant d'études déjà engagées et des modifications de différentes subventions à la suite des derniers positionnements institutionnels Région et agence de l'eau.

Une cotisation annuelle de la CASA est calculée sur la base d'un lissage du montant total des actions sur les quatre années de la durée du contrat. Afin de ne pas alourdir la cotisation 2019, alors que les travaux les plus importants ne sont pas encore engagés ou réalisés, certains postes ont été suspendus. Ainsi, la cotisation à verser au SMIAGE pour 2019 sera établie comme suit : en investissement presque 1 000 000 € TTC et en fonctionnement, de l'ordre d'un demi-million d'euros, soit 447 741 € TTC.

Cet avenant numéro 1 au contrat territorial est donc joint à la présente délibération. Par ailleurs, un comité de suivi est institué. Il est proposé que la CASA soit représentée à ce comité par notre président Jean LEONETTI et moi-même, vice-présidente aux risques naturels.

Je vous propose donc d'approuver cet avenant numéro 1 conclu entre le SMIAGE et la CASA, de désigner Jean LEONETTI et Guilaine DEBRAS afin de siéger au comité de suivi et d'autoriser M. le Président à signer cet avenant ainsi que tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette présente délibération.

M. le Président – Pour les désignations, nous ne voterons pas à bulletin secret si vous en êtes tous d'accord. Nous passons au vote de l'avenant au contrat. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Sur les deux noms, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *M. Jean LEONETTI et Mme Guilaine DEBRAS sont désignés à l'unanimité afin de siéger au comité de suivi.*

17. PAPI 2 – Convention-cadre – Avenant n°2

Mme DEBRAS – C'est un avenant majeur. Nous nous étions retrouvés pour l'avenant numéro 1 qui prolongeait le PAPI qui avait été décidé en 2013 et signé début 2014. Nous le prolongions de deux ans lors d'un avenant numéro 1 que nous avons voté au mois de juin.

Ce nouvel avenant est très important puisqu'il modifie substantiellement l'enveloppe financière qui passe de 11 230 000 € à presque 24 millions d'euros. Le point essentiel qui fait monter ce montant, c'est notamment l'acquisition de 19 logements pour le réaménagement hydraulique et environnemental au droit du hameau de la Brague. Cela nous permettrait de sortir 50 personnes du risque, de sortir dans le quartier pratiquement 52 habitations du risque inondation, avec par endroits des réductions de hauteur d'eau de 1,20 m, donc avec un aménagement de renaturation. Comme on le disait tout à l'heure pour la plaine de la Brague, il y a cette opportunité aujourd'hui de réparer ce qui a été mal fait dans les années 80-90 et de rendre à la nature la place de s'exprimer et de s'épanouir.

Il y a d'autres ajustements aussi. Sur les vallons côtiers, nous avons notamment la stabilisation du lit du Madé, puis un bassin de rétention Cerutti sur le Laval qui est très important pour la ville d'Antibes. Ensuite sur l'ensemble du territoire, il y a encore un travail à faire sur les vallons à enjeux et la mise en conformité de certains ouvrages hydrauliques.

Sur l'ensemble des zones inondables, nous allons renforcer la stratégie de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, avec une prise en charge complète des diagnostics pour les particuliers. Avant, c'était complètement à la charge du particulier. Là, nous sommes en train de recruter une personne à la CASA – ce recrutement sera financé dans le cadre de ce PAPI – qui va aider à faire les diagnostics pour réduire la vulnérabilité des habitations en zone inondable pour les particuliers mais aussi pour les ERP et pour les entreprises. Il est prévu aussi une enveloppe pour aider, soutenir et subventionner les travaux qui seraient nécessaires.

Ce PAPI a une vie. Le dossier a été déposé le 24 mai 2019. Une réunion publique d'information a eu lieu le 26 juin 2019 à Antibes. Vendredi 11 octobre, je suis allée au comité de bassin à Lyon avec les fonctionnaires du SMIAGE pour défendre le dossier au titre du financement de l'agence de l'eau. Comme il y a un fort volet « renaturation », nous avons, sur l'assiette qui concerne la renaturation, la possibilité de récupérer 50 à 70 % de subvention. Nous avons été très bien accueillis. Nous avons eu une écoute qui était bienveillante. J'espère franchement une issue favorable.

Nous aurons une deuxième étape très importante pour défendre ces financements. Le 5 décembre 2019, le comité de labellisation aura lieu au ministère de la Transition écologique et solidaire à Paris. J'irai défendre le dossier complet pour obtenir le financement au moins à 50 % notamment des acquisitions du hameau de la Brague. Si tout va bien, si nous avons toutes les labellisations et tous les feux verts de financement, une signature pour cet avenant est prévue début 2020.

Je vous demande donc d'approuver cet avenant et de m'autoriser à le signer ainsi que tous les actes afférents à l'exécution de cette délibération.

M. le Président – C'est un texte majeur. Vous avez vu que les sommes sont conséquentes. Nous savons qu'il y a probablement des travaux complémentaires à faire. En l'occurrence, nous sommes dans une stratégie d'acquisition avec la volonté, l'accord et la demande de l'ensemble des propriétaires. Il faut donc que nous avancions. Si nous arrivons à cette signature, nous pourrions à la fois retrouver dans cette partie de la Brague un lit rectiligne, ce qui est aujourd'hui un méandre invraisemblable, et aboutir à renaturaliser un endroit dans lequel le bâti resterait toujours extrêmement fragile quoi que nous fassions en termes de protection. Je vous propose donc cet avenant. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ACTION CULTURELLE

18. Association Les Petits débrouillards – Adhésion

M. ROSSI – Les Petits débrouillards, c'est une association. Ils mènent comme action des ateliers thématiques à caractère ludique, pédagogique ou scientifique. Leur rôle est de sensibiliser, dès le plus jeune âge, à des valeurs telles que le respect de l'environnement ou de faire aimer les sciences. Nous souhaitons adhérer à cette association de façon à pouvoir en faire bénéficier les médiathèques. Le prix de l'adhésion est de 40 €, donc cela devrait être compatible avec notre budget.

M. le Président – Vous vous êtes bien débrouillé. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de Monsieur Patrick CHAGNEAU.

19. Médiathèque Colette de Valbonne Sophia Antipolis – Convention de partenariat avec l'association Sophia Loisirs et vie – Renouveau

M. ROSSI – Pour la médiathèque Colette de Valbonne, c'est une convention de partenariat que nous souhaitons renouveler avec l'association Sophia Loisirs et vie qui accompagne la population dans la maîtrise des outils numériques et qui aujourd'hui s'exprime sous forme d'un lieu qui s'appelle le Lab.

Ce Lab fonctionne très bien. C'est un lieu d'échange et de découverte intergénérationnelle qui sensibilise les participants au multimédia et à l'approche de l'outil informatique. La présente convention arrive à échéance. Il faudrait donc la renouveler pour une durée de trois ans.

M. le Président – C'est donc un renouvellement. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

FINANCES

20. Création du budget annexe « assainissement – activités déléguées »

M. BAGARIA – Nous avons un certain nombre de délibérations. La première est complémentaire de ce qui a été présenté par Christophe ETORE. C'est la création du budget annexe « assainissement – activités déléguées ». Il y a le côté régie qui a été présenté mais il y a le côté des DSP. Dans le cadre de la DSP par exemple pour les eaux usées, il y a la collecte de la surtaxe d'assainissement qui abondera le budget de la CASA. Une décision sera prise lors du vote du budget primitif de l'année 2020 concernant la TVA. Il y a des communes qui n'ont pas la TVA sur l'assainissement et d'autres qui l'ont, donc un choix sera fait lors du débat sur le budget primitif de 2020.

M. le Président – Vous avez compris que nous faisons des transferts. Nous sommes obligés d'avoir une régie et d'avoir la création d'un budget annexe. Vous allez avoir chaque fois la création de budgets annexes sur les sujets concernés. Je rappelle qu'un budget annexe ne peut pas être alimenté ou servir d'exutoire au budget primitif. Dans une ville voisine et amie, on a réintroduit un budget annexe dans le budget primitif. Soyons extrêmement prudents. Ce n'est pas le développement économique de Sophia Antipolis qui viendra abonder les budgets annexes. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

21. Création du budget annexe « eau potable – activités déléguées »

M. BAGARIA – Pour l'eau potable, c'est la même problématique en matière de suivi des activités déléguées, en particulier les contrats de DSP. Là, le choix est fait d'assujettir à la TVA les opérations qui seront englobées à partir du 1^{er} janvier 2020 par ce budget.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

22. Budget principal – Créances éteintes

M. le Président – Avant, on disait « irrécouvrables ». Maintenant, elles s'éteignent.

M. BAGARIA – Ce sont des créances sur les déchets qui concernent la CASA avant le transfert au syndicat Univalom en 2018. Ce sont des créances qui datent de 2007-2016, à hauteur d'environ 75 000 €. Les finances publiques ont cherché à les recouvrer mais n'y sont pas parvenues, donc le trésorier principal demande que ces créances soient éteintes.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

23. Régie à autonomie financière des transports – Créances éteintes

M. BAGARIA – C'est la même chose. Là, c'est sur les exercices 2013-2015. Cela porte sur une somme d'environ 2 200 €.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

24. SPL Théâtre communautaire d'Antibes – Quitus de gestion donné pour la saison culturelle 2017-2018

M. BAGARIA – A la suite du contrôle réalisé par l'administrateur des finances publiques de la CASA au titre de la saison 2017-2018 qui a été clôturée le 31 août 2018, les opérations réalisées par la SPL respectent le cadre contractuel de la convention de prestation intégrée, donc nous donnons quitus.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

25. SPL Théâtre communautaire d'Antibes – Rapport des administrateurs au titre de l'exercice social clos le 31 août 2018

M. le Président – Je rappelle que Michelle SALUCKI, Jean LEONETTI, Michel ROSSI et Jean-Pierre MAURIN ne prennent pas part au vote puisqu'ils sont administrateurs.

M. BAGARIA – Ce rapport a été présenté à la commission consultative des services publics locaux le 16 septembre dernier et a reçu un avis favorable. Si nous prenons la fréquentation sur cet exercice 2018, ce sont 68 spectacles, dont 9 créations, 217 levées de rideaux, 119 159 spectateurs, 12 746 abonnés sachant que pour la saison 2019-2020 qui débute, nous sommes déjà à plus de 13 300.

M. le Président – C'est le premier théâtre de France après Paris aujourd'hui. Cela a été le premier théâtre des Alpes-Maritimes, puis le premier théâtre de la région Sud PACA, puis le premier théâtre du sud de la France. Maintenant, c'est le premier théâtre après Paris.

Ce qui me paraît intéressant, c'est que ceux qui comme moi, surtout dans les derniers instants, fréquentent les Parisiens, c'est quand même très agréable de leur dire : « As-tu vu *Tu te souviendras de moi* ? Non, c'est vrai ! C'est une création antiboise, une création de la communauté d'agglomération de Sophia Antipolis, mais cela va arriver au théâtre du Rond-Point dans quelque temps ». C'est une petite vengeance culturelle du provincial vis-à-vis du Parisien.

Je note au passage quand même. Nous savons que le culturel coûte cher. Nous n'avons pas touché au budget du théâtre communautaire pendant toute la durée du mandat. Le contrat a été tenu. Vous avez un théâtre qui est plus financé par le privé que par le public, ce qui est exceptionnel aussi, en particulier par la billetterie. Là aussi, quand vous rencontrez le Parisien, vous lui dites : « Et le prix de la place était combien ? 70 € ? Ah non ! Nous à Antibes, c'était 30 €. Tu aurais dû venir. Le prix du billet d'avion était presque amorti ». C'est un peu perfide, vous avez raison [rires]. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

26. Nautipolis – Rapport annuel retraçant les conditions d'exercice du service public en 2018

M. BABARIA – Cela a également été présenté lors de la commission consultative des services publics locaux le 16 septembre dernier. En termes de fréquentation, il y a une légère baisse par rapport à 2017 (- 1,3 %), une petite augmentation au niveau de la restauration et une perte comptable qui était liée à la création du nouveau bassin, qui a été intégrée dans la DSP et qui a été reconduite puisque c'était le seul candidat qui s'était manifesté. Il n'y a rien de bien particulier.

M. le Président – Si ce n'est que malgré une gestion rigoureuse, il y a encore des pertes. C'est un des intérêts d'une délégation de service public, c'est aux risques et périls du délégataire. Ensuite, il y a eu l'incendie. Je remercie, pour la délibération suivante, Nautipolis de ne pas avoir modifié ses prix compte tenu du sinistre qui vient de se produire. Sur le rapport annuel, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

27. Nautipolis – Ajustement de la grille tarifaire

M. BAGARIA – C'est pour adapter et réajuster les tarifs suite à l'incendie qui a eu lieu et qui a touché l'espace bien-être. Ils ont baissé leurs tarifs puisque le service bien-être n'est plus offert. Le reste ne bouge pas.

M. le Président – Il y avait une possibilité d'augmentation des tarifs par une réévaluation annuelle. Après discussions avec Récréa, nous avons obtenu que compte tenu de l'amputation d'une partie du service, les prix restent stables cette année. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

28. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) – Exonérations au titre de l'année 2020

M. BAGARIA – Ce dossier revient tous les ans à l'automne. Cette année, le nombre de demandeurs pour l'année fiscale 2020 est trois de moins qu'en 2019. La valeur de l'exonération exprimée en termes de taxe d'enlèvement des ordures ménagères s'élève à environ 300 000 €.

M. le Président – Sur cette délibération, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Vous savez que la TEOM a baissé deux fois. Nous sommes en train de faire une évaluation sur le tri. Là aussi, il faut que nous motivions nos concitoyens. Si, comme je l'espère, le tri continue à être efficace, nous aurons la capacité de proposer une baisse supplémentaire de la TEOM, non pas baisser pour baisser, mais baisser parce que l'efficacité de l'engagement citoyen de la communauté d'agglomération en matière de tri sera plus importante.

RESSOURCES HUMAINES

29. Ajustement du tableau des effectifs

M. BAGARIA – En ce qui concerne la prise de compétence « eau et assainissement », il y a 8 postes créés et 50 postes transférés de la Ville d'Antibes pour la partie « assainissement ». Pour la régie « eau potable », il y a 12 postes, dont 4 postes transférés des communes de Tourrettes (1), Valbonne (1), Villeneuve-Loubet (2) et 7 postes créés, puis 1 poste qui est déjà inscrit au tableau des effectifs.

Ensuite, un certain nombre de postes sont créés pour renforcer les services dans le cadre de cette nouvelle compétence qui va demander beaucoup de travail, en particulier dans le suivi des travaux, dans la commande publique parce que les marchés, c'est toute une nouveauté, et un peu dans la gestion des ressources humaines parce que cela représente 70 personnes de plus, avec des métiers particuliers qui n'existaient pas jusqu'à présent à la CASA.

Ensuite, il y a une réorganisation dans les différents services. C'est à enveloppe constante.

M. le Président – La dernière phrase est la plus importante, c'est à enveloppe constante.

M. BAGARIA – C'est-à-dire qu'ils sont créés de facto par le transfert de compétences.

M. le Président – Je vous propose de valider cet ajustement qui est dû effectivement au transfert « eau et assainissement ». Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

30. RIFSEEP et répertoire des fonctions – Actualisation

M. BAGARIA – C'est tout ce qui est régime indemnitaire. Nous actualisons les nouveaux plafonds concernant les emplois d'ingénieur en chef à la suite de la parution du décret. Vous savez que pour le régime indemnitaire, il y a encore des métiers où les arrêtés ne sont pas sortis. Puis, il faut mettre à jour le répertoire des fonctions, en particulier avec l'intégration des personnels transférés. Pour l'eau et l'assainissement, il faut que nous intégrions leur régime indemnitaire dans le global de la CASA.

M. le Président – Pour cet élément réglementaire pour les ingénieurs en chef dans le cadre du transfert, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

31. Participation au maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap

M. BAGARIA – Il s'agit d'une participation financière de la CASA sur le reste à charge des dépenses liées à l'accès et au maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap. Cette participation est calculée selon un quotient familial depuis le QF 1 à 100 % jusqu'au QF 5 à 2,5 %.

M. le Président – En fonction du quotient familial et dans le cadre de l'emploi des travailleurs en situation de handicap, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

PATRIMOINE ET ESPACES NATURELS

32. Définition d'une palette végétale pour l'aménagement du territoire de la CASA

M. RIBERO – M. le Président, mes chers collègues, il y a un peu plus de trois ans, nous avons adopté le plan Paysage. Dans ce plan Paysage, il nous manquait un document qui est la palette végétale. Vous verrez que ce document est presque une bible. C'est un catalogue complet de tout ce qui fait le charme de nos paysages, avec des conseils, des recommandations et aussi des informations. Nous ne pourrions pas dire après que nous ne savions pas. Toutes les plantes indigènes sont représentées, à la fois avec des avantages et des inconvénients. Il y a celles qui consomment beaucoup d'eau, avec des problèmes de ravageurs, des problèmes que nous découvrons au fur et à mesure.

Je signale que ce document a été réalisé avec un bureau d'études qui était très performant. Les services de la CASA ont participé, ainsi que beaucoup de communes avec leurs services techniques, les élus, l'INRA, le CEN PACA, l'ONF, le lycée vert d'Azur et les représentants des professionnels des jardins.

C'est un document très complet qui est constitué de 18 fiches. Il y a les explications, les recommandations, avec les trois secteurs (le littoral, le moyen pays ou collinaire et le haut pays). Chacun pourra maintenant s'y référer, que ce soit les professionnels ou les communes. Pour les PLU et les documents d'urbanisme, c'est vraiment un document qui nous manquait.

M. le Président – Je pense que c'est majeur. D'abord, c'est très professionnel. Cela permet non seulement aux organismes publics mais aussi aux organismes privés de pouvoir avoir une orientation. Ce n'est pas uniquement de dire que telle fleur est plus jolie ou tel arbre se trouve à tel endroit. C'est aussi de préciser que celui-là est plus vulnérable qu'un autre, celui-là va plutôt en terre argileuse, celui-là va plutôt dans un terrain sec et pierreux... Je pense que c'est un guide extrêmement utile. Aujourd'hui, est-il sur le site ou pas encore ?

M. RIBERO – Il va l'être. Il est quand même un peu volumineux. Nous pourrions le charger, mais il va y avoir des impressions et des parutions qui vont être données aux communes qui pourront s'en servir après et nous joindre leur document.

Ce qu'il faut savoir, c'est que de façon empirique, surtout dans le moyen pays, pendant longtemps, nous n'avions pas de clôture, nous n'avions pas de grillage. Il n'y a qu'à regarder les photos aériennes du début du siècle, la clôture ne faisait pas partie de notre paysage. Quand sont venues au fur et à mesure les résidences secondaires, nous sommes sortis des villages et nous avons commencé à clôturer pour des histoires de chien, de passage, etc. Nous avons mis ce que les professionnels nous proposaient, par exemple des lauriers. Il était temps que nous nous posions pour regarder un peu ce que cela fait. Pour éviter qu'avec la sécheresse et la disparition de certaines haies, nous voyions arriver des brises-vues en plastique, c'est important que nous ayons une solution qui soit intégrée à la biodiversité et qui soit indigène à notre région pour que ces plantes résistent plus aux variations de température et aux ravageurs.

M. le Président – Je pose la question à l'administration. Quand est-ce que ce sera mis sur Internet ? Parce que le jour où le document sera disponible, je pense qu'il faut l'envoyer à tous les promoteurs, à tous les constructeurs, à tous les architectes, qu'ils sachent qu'ils peuvent effectivement puiser dans cette palette. Nous avons quand même des villes extrêmement végétalisées. Puis, que nos services « espace vert » respectent aussi les recommandations.

M. BIBET – Aujourd'hui, c'est un document technique qui est approuvé. Nous travaillons actuellement avec le service « communication » sur son édition à destination du grand public en téléchargement, puis comme vous l'avez dit, à tous les professionnels, que ce soit les promoteurs, les paysagistes, les architectes mais également les professionnels du paysage et les pépiniéristes, tous ceux qui participent à la filière du végétal. L'édition sera au mois de novembre, en même temps que le guide des bonnes pratiques au développement durable.

M. RIBERO – Ce qu'il faut noter, c'est qu'il y a une participation importante des communes, des professionnels et de tout le monde. Ce document n'est pas réglementaire, c'est-à-dire qu'il n'est pas opposable. C'est un simple document technique, un guide pratique qu'il nous fallait.

M. le Président – C'est un gros travail. Ce qui a été fait est un beau et gros travail. C'est très utile d'avoir une palette intéressante avec des indications. Au moment où les collectivités n'utilisent plus de produits phytosanitaires, il faudrait que nous ayons une culture habituelle qui nous amène à choisir les bonnes solutions.

Comme l'a dit Richard RIBERO, si demain nos haies sont transformées en racines, nous nous poserons quand même la question de savoir pourquoi nous avons mis une haie qui a nécessité beaucoup d'eau alors que nous sommes dans un territoire qui devrait essayer d'en épargner. Nous allons voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

33. Natura 2000 – Animation des sites Natura 2000 « Préalpes de Grasse » et « Rivière et Gorges du Loup » sur la période 2020-2022 – Renouveau de la candidature de la CASA

M. RIBERO – M. le Président, chers collègues, le 12 septembre, nous avons eu le COPIL pour procéder à l'élection et au maintien de la CASA comme animatrice Natura 2000. Là, c'était pour les Préalpes de Grasse et Rivière et Gorges du loup. C'est vrai que nous essayons de remplir notre rôle avec des propositions. Nous avons mis sur pied cette navette des Gorges pour éviter l'impact des visiteurs dans les Gorges. Nous sommes confrontés en permanence à de nouvelles techniques en matière de loisirs, que ce soit les vélos à assistance électrique, les drones ou autres qui font qu'il faudra s'adapter au fur et à mesure pour la protection des sites.

Il s'agissait simplement de prendre acte que la CASA renouvelle sa demande d'être animatrice du site, avec ma candidature à la présidence. Ce fameux COPIL s'est bien passé. Nous avons été à la fois élus, la CASA comme animatrice et moi-même comme président. Je vous demande d'entériner ce vote.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Nous allons désigner Richard RIBERO comme président du COPIL Natura 2000. S'il n'y a pas d'autres candidats, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *M. Richard RIBERO est désigné à l'unanimité.*

34. Natura 2000 – Animation du site Natura 2000 « Dôme de Biot » sur la période 2020-2022 – Renouveau de la candidature de la CASA

M. RIBERO – M. le Président, chers collègues, c'est la deuxième délibération. De la même façon, la CASA se repositionnait pour être animatrice, avec moi comme président. Par contre, la différence avec l'autre, c'est qu'aujourd'hui – la maire de Biot pourra en parler –, il y a un alignement des planètes qui fait qu'entre les propriétaires, la commune et la CASA, des opérations sont possibles et ont déjà commencé, avec le problème prégnant concernant les plantes invasives présentes sur ce site et qui font que c'est très compliqué de les enlever. Aujourd'hui, une opération a été lancée avec le lycée. Peut-être que la maire veut en dire un mot.

Mme DEBRAS – Nous parlions tout à l'heure de la palette végétale. Nous avons des plantes invasives dans les jardins. Ces plantes abîment la biodiversité du Dôme de Biot. Ce qui est vraiment très intéressant, c'est qu'avec le lycée vert d'Azur, les élèves ont procédé à l'éradication de toute une partie constituée notamment de figuiers de Barbarie. Avec le Buddleia, ce sont toutes des plantes qui prennent la place d'autres plantes plus fragiles.

Comme c'est un terrain qui est majoritairement privé, chaque fois que nous devons intervenir dessus et que la CASA doit intervenir dessus, nous sommes obligés de demander les autorisations. Il se trouve que là, il y avait une fenêtre qu'il ne fallait pas laisser passer. En tout cas, merci d'avoir organisé tout cela.

M. RIBERO – C'étaient deux jours d'intervention. Cela va être plus important parce qu'il n'y a pas que cela. Il y a les plantes évasives. Puis, il faut remettre en état, mais c'est déjà un bon début.

M. le Président – Là aussi, nous votons à 34. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Richard RIBERO se représente. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *M. Richard RIBERO est désigné à l'unanimité.*

RESEAU ENVIBUS

35. Construction d'un dépôt de bus, ZI des Trois Moulins – Dépôt de permis de construire

M. OCCELLI – M. le Président, dans le cadre du marché T19 attribué à Kéolis, il est prévu la construction d'un dépôt en lieu et place de l'actuel dépôt dans la zone des Trois-Moulins pour un montant de 23 345 459 € HT. Avec ce dépôt, nous avons visé un label BDM, c'est-à-dire avec des performances énergétiques, également en production d'énergie photovoltaïque et surtout une utilisation de matériaux limitant l'impact carbone, avec un gros sujet aussi sur l'eau et notamment le recyclage de l'eau des aires de lavage et la réutilisation des eaux de pluie. Nous rentrons vraiment dans le BDM Argent.

Ce dépôt a un design fort sympathique. C'est essentiellement pour stationner nos bus. En sous-sol, nous mettrons 50 véhicules légers, 17 places pour les minibus et 2 places pour les navettes électriques. En rez-de-chaussée, nous aurons le remisage de nos 11 bus articulés et du BHNS à énergie gaz. A l'étage, nous mettrons 80 bus standards. Vous avez la demande d'autorisation de dépôt du permis de construire et de tous les documents et actes inhérents à la construction de ce dépôt.

M. le Président – Bravo ! C'est encore une fois de l'autocongratulation. Thierry OCCELLI et moi-même, avec l'ensemble des services, nous avons lancé le projet de dépôt de bus. Je rappelle pour ceux qui ne s'en souviennent pas qu'aujourd'hui, nous avons un problème de dépôt de bus et que nous avons fait un choix qui était motivé par le fait de maîtriser à la fois les bus et le dépôt de bus.

Une fois, nous avons pris un concessionnaire étranger (espagnol) à la place d'un concessionnaire en place (français). Bien entendu, celui qui a gagné n'avait pas l'ensemble des bus disponibles. Vous vous rappelez des bus jaunes qui faisaient rire les usagers et qui les faisaient quelquefois un peu moins rire parce que c'étaient de vieux bus.

Du jour au lendemain, celui qui n'avait plus le marché retire tous ses bus. Il faut que l'autre arrive avec tous ses bus. Or, l'autre n'a pas les bus en stock pour la bonne et simple raison qu'il ne sait pas s'il va gagner ou non le marché. A cette époque, nous avons pris une décision qui est que la prestation est une prestation fonctionnelle, mais le dépôt de bus et les bus appartiennent à la communauté d'agglomération. Cela nécessite un investissement mais cela donne une totale liberté lorsque nous nous trouvons face à des concessionnaires. Sinon, très honnêtement, je pense que la suite des appels d'offres aurait été en grande partie biaisée par le fait que le sortant aurait très probablement réussi à obtenir toujours le renouvellement de son contrat.

Nous avons accentué cette stratégie dans le nouvel appel d'offres parce qu'aujourd'hui, nous avons une maturité de notre projet de bus-tram monté avec Thierry OCCELLI et l'ensemble des services pour identifier quel type de bus nous allons avoir. Nous avons aujourd'hui plusieurs sites sur lesquels nos bus sont stationnés. Cette situation a plusieurs inconvénients. Le premier, c'est qu'il y a un inconvénient fonctionnel pour recharger en gaz, pour nettoyer les bus. Nous nous trouvons avec une dispersion du maintien du parc des bus.

Le deuxième, c'est que lorsque nous remisons le bus et que nous le ramenons à sa destination, s'il y a trois endroits différents, il y a une perte de temps pour les employés. Cette perte de temps se répercute sur l'efficacité, donc sur le temps de trajet.

L'idée qui a été la nôtre, c'est en même temps qu'une concession de sept ans sur les bus, de faire en sorte que nous assortissions ce concours de la construction d'un dépôt. Le dépôt est exactement au même endroit qu'un des dépôts. Il y avait trois dépôts envisagés. Il y a celui de Saint-Bernard qui existe. Il y a celui des Trois-Moulins qui existe. Avec l'arrivée des bus articulés, nous étions en train d'envisager un dépôt sur le parking Croix-Rouge que nous avions acheté pour en faire un parc relais.

Aujourd'hui, nous avons réussi à obtenir une offre qui remet tous les bus à cet endroit, ce qui fait que nous avons divisé par cinq le prix du remisage, ce qui n'est pas rien. Nous libérons deux terrains, dont un terrain à Saint-Bernard sur lequel nous discuterons quel type d'entreprise nous mettons en place. En tout cas, ce ne sera pas une entreprise commerciale. Le deuxième, c'est la zone de parking de la Croix-Rouge.

La zone de parking Croix-Rouge aujourd'hui va nous servir d'emblée à la multimodalité. C'est la raison pour laquelle, avant la fin de l'année, nous aurons la possibilité de mettre sa voiture. Nous sommes sur la ligne de bus qui va de Sophia à la Croix-Rouge. Nous sommes sur la première ligne mère Sophia de vélo. Des changements sont faits au niveau des eucalyptus. Puis, la montée de la RD 35 bis est dotée d'une piste cyclable. Il faut avoir de bons mollets ou un moteur électrique, vous choisissez. Par là, on parvient à la piste Sophia aux Trois-Moulins et des Trois-Moulins, on arrive à SophiaTech. Il y a donc un intérêt à trouver là l'intermodalité. Nous allons en faire l'espace de covoiturage dans lequel les gens se donneront rendez-vous avec les associations qui s'en occupent. Nous mettrons bien entendu la possibilité de poser son vélo ou de récupérer un vélo et la possibilité de poser sa voiture et de prendre éventuellement le bus.

Conséquence de ce projet, nous pouvons accélérer très facilement le parking-relais de la Croix-Rouge. En revanche, pendant toute la période, nous allons remiser les bus sur une partie du terrain qui sert de parking à Azur Arena, mais qui sera compensée par un nouveau parking qui va être, dans les semaines à venir, mis à disposition. Le parking va donc s'élargir. Lorsque dans trois ans le dépôt sera construit, à ce moment-là, nous élargirons un peu plus le parking des Trois-Moulins pour en faire un deuxième type de parking-relais.

J'insiste sur le fait que nous sommes allés jusqu'aux détails, notamment au-delà des panneaux solaires, sur le recyclage des eaux de lavage des bus. Ce n'est pas facile à gérer. Les propositions qui sont faites permettent d'avoir le label Argent, donc d'avoir un bâtiment qui non seulement mutualise les moyens, mais en plus nous allons faire un pas très significatif en matière de préservation de l'environnement.

M. OCCELLI – Le choix du lieu de construction de ce dépôt est stratégique parce que la ligne BHNS, la voie bus-tram dédiée est à proximité, juste à côté d'Azur Arena. Effectivement, nous rebondissons sur la Croix-Rouge avec le parking multimodal qui sera évidemment stratégique pour récupérer et drainer tous les déplacements « véhicules ». A partir de ce moment-là, nous pourrions prendre le BHNS pour monter jusqu'à Sophia.

M. le Président – Néanmoins, ne vous impatientez pas parce qu'en l'occurrence, c'est pour 2023. Concernant le dépôt d'un permis de construire pour le dépôt de bus, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

36. Mise en œuvre des moyens nécessaires pour garantir la sécurité dans les transports urbains du réseau de la CASA – Avenant n°3 à la convention

M. OCCELLI – Cela concerne la commission de sécurité que nous faisons chaque année. Cette année, ce sera le 12 novembre. Cette commission de sécurité réunit autour de la table la sous-préfecture, la police nationale, la police municipale, la gendarmerie, les syndicats, la CASA et Kéolis qui a remporté le marché T19. Le but de cet avenant est de remplacer Vectalia par Kéolis sur notre convention.

M. le Président – Je veux noter aussi qu'il y a toujours des altercations avec celui qui ne veut pas payer, celui qui relève plus de la psychiatrie ou celui qui monte avec une dose d'alcoolémie élevée. Cependant, il n'y a pas d'agression physique toute l'année. Il n'y a pas non plus de retrait de la part du personnel pendant toute l'année.

Il faut que nous gérions ces situations de conflit car elles existent. Ce qui est très important, c'est que nous garantissions des bus sûrs. Les bus en sécurité, c'est une des choses primordiales. Ce sont des bus neufs, en particulier le bus tram. Que demandent les habitants ? Ils veulent que ce soit propre, éventuellement d'avoir le WiFi et un certain nombre d'éléments de confort. Ils veulent que ce soit à l'heure et que ce soit sûr.

Le dernier point sur lequel nous ne sommes pas encore tout à fait bons, c'est la ponctualité. Nous n'avons pas partout un site propre, donc le bus de temps en temps, s'il est bloqué dans un embouteillage, prend du retard ici comme ailleurs. Toutefois, dès l'instant où nous allons avoir la première ligne bus-tram qui va se mettre en place, le passage par les deux ponts au-dessus de Sophia Antipolis, je pense qu'à partir du 6 janvier, nous allons avoir des horaires qui seront beaucoup mieux respectés, en tout cas sur le trajet littoral Sophia Antipolis qui est quand même un des éléments majeurs.

Aujourd'hui, il y a des tracés. Ils vont avoir une ossature à partir du 6 janvier, qui sera l'ossature du bus-tram. Nous allons garder les anciens points de ramassage pour faire en sorte que l'habitude se prenne en douceur sur l'ensemble de l'année. Nous regarderons comment nous mettons des TAD (transports à la demande) qui viendront en complément à terme du bus-tram.

Je ne fais pas de comparaison. J'ai l'habitude de dire la vérité. Nous avons pris cette précaution et je crois que nous avons bien fait parce que Nice a mis en place un très beau tramway et c'est un très beau projet, mais il a brutalement supprimé toutes ses lignes de bus en disant aux habitants de prendre le tramway. Or, nous avons une population qui ne fait pas 300 m pour aller récupérer une ligne même si elle est plus rapide. Aujourd'hui, Nice remet un certain nombre de bus en service aux endroits où il n'a pas planté de l'herbe pour faire en sorte de compenser cette demande.

Il ne faut pas que nous nous retrouvions dans cette situation. Je ne le dis pas pour critiquer Nice. Le tramway est un beau projet niçois. Je le dis parce que les changements d'habitude, il faut donner le temps aux gens de s'adapter, puis faire une offre complémentaire. Regardez ce qui se passe chaque fois que vous changez un arrêt de bus de quelques mètres. Vous avez toutes sortes de discussions. Celui qui en bénéficie, parce que c'est plus près de lui, ne dit rien tandis que celui qui fait 50 m vient et demande pourquoi cela a été changé. Nous allons essayer de faire cela dans la concertation comme d'habitude et dans la progression.

M. OCCELLI – Au sujet de la commission de sécurité, nous avons une énorme progression sur le pass Joker. C'est la possibilité donnée au primo fraudeur de s'abonner pour deux mois au lieu de payer le PV. Depuis le début de l'année, nous en avons 97, donc nous avons pratiquement doublé par rapport à l'année dernière. C'est un sujet que nous évoquons tout le temps à la commission de sécurité.

M. le Président – L'agglomération de Sophia Antipolis est la seule qui transforme un fraudeur en un honnête citoyen. Ce n'est pas une idée que j'ai eue spontanément. Thierry OCCELLI et toute l'équipe ont dit que cela se fait à certains endroits. Cela apaise complètement. Ce n'est pas une amende. C'est une régularisation-avantage : « Tu ne payes pas uniquement ton ticket, tu prends un abonnement pour deux mois ». Non seulement vous le rendez honnête mais en plus, vous lui donnez une bonne habitude de prendre le bus parce que quand il a son abonnement de deux mois, il va recommencer à monter dans le bus. Je ne sais pas si au bout de deux mois, il fraude encore mais il faut un peu faire confiance à l'humain.

M. OCCELLI – Cela ne marche plus parce qu'il ne sera plus primo. Il paiera l'amende.

M. le Président – En secundo, c'est l'amende sèche. Cette sécurité est un élément majeur. Je ne cache pas qu'il y a dix ans, nous avions des problèmes sur les bus. Sur la délibération 36, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

37. Gamme tarifaire Envibus – Modification

M. OCCELLI – En fait, c'est par rapport à l'arrivée du BHNS. Au regard de nos sujets de mobilité, nous mettons tout en œuvre pour diminuer le trafic des automobiles avec une seule personne dedans, donc donner la possibilité dans le PDU de modifier nos comportements. Nous avons bien compris que si la collectivité n'apporte pas des modifications ou des facilités ou des possibilités pour modifier le comportement, rien ne se fait. Là, c'est un choix important, M. le Président, de créer ce pass annuel tout public pour 90 € et ce pass mensuel également tout public pour 12 €.

M. le Président – Aujourd'hui, si vous regardez le public qui prend les bus, nous avons les personnes âgées, et plus facilement encore au-delà de 75 ans parce que c'est gratuit. Nous avons maintenant 50 % d'abonnés gratuits. Ce qu'il faudrait obtenir maintenant, pour être efficace, ce sont des abonnés salariés. L'abonné salarié veut deux choses. Il veut que cela ne lui coûte pas cher et il faut la régularité de la ligne. Nous allons avoir la régularité de la ligne puisque les bus-trams arrivent et que toute une partie du trajet va être en site propre.

Concernant la tarification, si vous êtes salarié, obligatoirement votre entreprise prend en charge 50 %. Avant, lorsque vous aviez un tarif à 200 €, ce qui était déjà un tarif pas très élevé, l'entreprise payait 100 € pour compenser 50 % du trajet. Maintenant, elle va payer 45 €. L'entreprise trouve un juste retour au versement transport. Vous savez que l'immense majorité du budget des transports, c'est le versement transport des entreprises qui la compose, ce n'est pas le ticket de bus à 80 centimes. C'est donc normal de renvoyer l'ascenseur ou de renvoyer le bus à celui qui paie un versement transport et de lui faire payer 45 € au lieu de 100 €.

Pour les salariés, c'est intéressant parce que cela diminue le trafic pendulaire du matin. L'objectif est de doubler le nombre d'abonnés à l'année. Vous avez compris que quand nous avons diminué d'un peu plus de la moitié les tarifs, nous retrouvons le même revenu pour la communauté d'agglomération et Envibus. La stratégie est donc celle-là. Nous n'allons peut-être pas l'obtenir en l'espace d'un mois. Peut-être qu'il va falloir un an ou même plusieurs années.

Cependant, si nous avons à la fin un bus qui transporte en site propre, qui collecte suffisamment de personnes de Vallauris à Villeneuve-Loubet en passant par Biot et Valbonne, qui arrive sur le site de Sophia, à ce moment-là, nous diminuerions considérablement les embouteillages du matin, qui ne sont pas pires que les embouteillages que nous voyons à l'entrée de Canne ou de Nice, et nous ferions une action économique et écologique. Les bus au gaz sont moins polluants que 30 voitures au gasoil et même à l'essence.

L'intérêt est multiple. Là, nous faisons un pari. Il y a une chose qu'il faut bien diffuser aussi : cela commence en janvier. Si vous avez besoin d'un abonnement annuel, ne le prenez pas parce que l'abonnement que vous allez prendre aujourd'hui, vous allez le payer à l'ancien tarif. C'est quand même un peu idiot. Il vaut mieux prendre le pass mensuel à 12 € pour les deux ou trois mois qui restent et ensuite utiliser à partir du mois de janvier le pass annuel qui est à 90 € à tarif plein, à 45 € à tarif réduit et à 45 € pour tous les salariés.

Bien évidemment, j'incite – mais est-ce la peine – tous les employés de la communauté d'agglomération et les employés de nos Villes à utiliser le bus puisqu'ils vont payer l'abonnement annuel à 45 €. Ce sont des masses qui ne sont pas négligeables. J'essaie de le faire aussi au niveau de l'hôpital d'Antibes. La Ville d'Antibes compte 2 000 employés et la CASA 600. Si vous prenez l'ensemble des salariés qui sont sur les collectivités territoriales et sur la fonction publique hospitalière, vous arrivez facilement à 4 000 salariés qui sont autant de pollution en moins et d'embouteillage en moins s'ils adhèrent à cette stratégie.

M. OCCELLI – Vous comprenez que c'est un geste énorme et lourd. C'est un choix fondamental sur la mobilité. Evidemment, cela vient s'associer à tout ce que nous faisons déjà sur le vélo, sur le covoiturage et sur tout le reste mais là vraiment, nous donnons la possibilité, à des tarifs défiant toute concurrence, de prendre le transport en commun.

M. le Président – Comme je suis gentil, je ne ferais pas d'études comparatives. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Diffusez-le et essayez de convaincre nos concitoyens que l'usage du bus, à partir de janvier, est la bonne solution.

38. Protocole d'accord des personnels de la régie des transports – Avenant n°1

M. OCCELLI – C'est un avenant numéro 1 à ce protocole d'accord. C'est le fait de revaloriser le complément indemnitaire annuel des fonctionnaires et de caler les agents de droit privé sur le même dispositif.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

HABITAT – LOGEMENT

39. Adoption du 3^e PLH 2020-2025

Mme BLAZY – J'ai envie de vous dire : enfin ! Après avoir élaboré notre troisième PLH pour 2020-2025 en concertation toujours permanente avec les élus des communes et les services de l'Etat, nous avons présenté – Hélène, Mallory et moi – le 21 juin 2019 ce document auprès du comité régional de l'habitat et de l'hébergement à Marseille. Après une brillante présentation, après avoir répondu à toutes les questions, nous avons reçu un avis favorable du représentant de l'Etat. Nous vous proposons donc aujourd'hui de l'adopter afin qu'il soit opérationnel au 1^{er} janvier 2020. Merci à tous car c'est tous ensemble que nous l'avons fait.

M. le Président – Franchement, s'ils ne l'avaient pas adopté avec la qualité de ce PLH, nous nous serions mis en colère. Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

40. PLH 2020-2025 – Règles de financement relatives à la réhabilitation énergétique du logement locatif social

M. le Président – Je vous demande une attention très particulière parce que c'est un phénomène complexe. Les propositions vont être associées sur la plaquette que va éditer Olivier DARCQ sur comment économiser l'énergie. Il y a deux façons majeures de dépenser l'énergie dans le monde moderne, c'est se déplacer et habiter. C'est là que nous pouvons essayer de faire des économies. Nous venons de faire le volet « transporter ». Habiter, si vous avez une passoire énergétique chez vous, c'est terrible parce que vous dépensez de l'argent inutilement. En même temps, vous ne faites pas œuvre écologique.

Deuxième point, si vous avez des revenus modestes et que vous vivez dans un logement social, il fut un temps où quand nous regardions avec Marguerite BLAZY les résultats des paiements des chauffages – je pense aux Châtaigniers par exemple à Antibes –, on n'avait pas prévu de chauffage dans ces logements sociaux initialement.

Mme BLAZY – C'étaient les années 60.

M. le Président – C'est d'un autre temps. Que fait-on quand on n'a pas de chauffage et que l'on a des revenus modestes ? On achète du chauffage électrique, donc chauffage électrique d'appoint avec des fermetures qui dataient de l'époque. Nous avons regardé que finalement, certains payaient pendant l'hiver presque autant de chauffage que de loyer. On n'est pas dans le social, on n'est pas dans l'écologie et l'on n'est pas dans l'économie.

Pour Châtaigniers, c'est fait. C'est pour cela que j'en parle. Si ce n'était pas le cas, je n'en parlerais pas. Il y a quand même 456 logements qui ont été rénovés. Maintenant, nous nous lançons dans un nouveau plan, à la fois dans le public mais aussi dans le privé. On peut être dans le privé, puis avoir des revenus modestes et essayer de convertir l'argent que l'on dépense et qui fuit par la fenêtre en pouvoir d'achat. C'est la raison pour laquelle nous vous préparons ces deux délibérations en une (privé/public).

Mme BLAZY – Cette rénovation doit concerner le parc privé, mais aussi le parc social datant d'avant 1990 et disposant d'une consommation énergétique comprise entre D, E, F, G, c'est-à-dire extrêmement énergivore. Pour mémoire, 456 logements ont effectivement bénéficié de cette rénovation. Je voudrais dire surtout qu'une erreur s'est glissée dans la délibération. L'objectif de la CASA est de rénover 50 % des 1 024 logements classés D, E, F et G.

M. le Président – Combien avez-vous de logements sociaux en A, B, C et combien en avez-vous en D, E, F, G ?

Mme BLAZY – Nous avons aujourd'hui 1 024 logements en D, E, F, G à rénover sur toute la CASA et 8 500 en A, B, C. Si nous nous comparons à d'autres, ce n'est pas beaucoup. 50 %, j'ai envie de dire que c'est bien. Par conséquent, nous devons mettre en place un pilotage resserré associant tous les acteurs de la rénovation énergétique, puis améliorer le conseil et l'accompagnement des particuliers. Nous devons simplifier les parcours d'aide de financement et inciter tous les ménages, y compris – et nous en parlons moins, mais c'est ô combien indispensable – les copropriétés. Bref, j'ai envie de vous dire : faire toujours plus, l'objectif peut être dépassé pour plus de confort, pour lutter contre la précarité énergétique et pour diminuer les charges.

M. le Président – Effectivement, il en reste 1 000. Si nous avons simplement les mêmes objectifs que ce qu'il y avait antérieurement (50 %), nous allons en faire 500. Pourquoi ne mettrions-nous pas 1000 sur 1000 ? Parce qu'il faut discuter avec le bailleur social. De temps en temps, nous avons un bailleur social qui a – et nous pouvons le comprendre – des situations tellement plus dramatiques à d'autres endroits. C'est la raison pour laquelle nous avons mis simplement un objectif à 50 %. Toutefois, Sophia Antipolis Habitat a des objectifs à 100 % dans les cinq ans et dans le dispositif tel qu'il est prévu. Là, nous savons que le bailleur social mettra les 70 % restant.

Mme BLAZY – C'est bien de faire ce que nous disons. Je déteste donner des chiffres, puis on sait que l'on ne peut pas les atteindre.

M. le Président – Là, nous avons fait 456. Nous allons en faire 50 %. Tout ce qui est Sophia Antipolis Habitat sera fait effectivement rapidement. Puis sur les 1 000, la plupart sont des D, c'est-à-dire qu'ils sont juste à la frontière de la dépense énergétique. Il y en a très peu qui sont en G. En G, il y a tout ce qui est poreux. C'est un chauffage d'appoint électrique avec des fenêtres qui ne ferment pas et une cloison en Placoplatre. C'est sûr qu'il y a un peu de boulot. Sur cette délibération, je vous demande votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

41. Conventions d'utilité sociale de 2^e génération 2019-2024

Mme BLAZY – C'est la feuille de route pour les six années à venir des organismes sociaux. C'est une convention-cadre qui nous permet de négocier – c'est ce que nous avons fait il n'y a pas longtemps – avec les six principaux bailleurs sociaux du territoire de la CASA pour développer l'offre de logements, rénover les bâtiments – nous y revenons toujours –, pour la qualité de services rendus aux locataires, pour le plan de vente des logements et les engagements d'attribution liés aux objectifs de la mixité sociale. C'est la CUS que nous vous demandons d'approuver et de signer.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

42. Plan Logement d'abord – Avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 avec l'Etat

M. le Président – C'est le plan Logement d'abord sur lequel nous avons été retenus par appel des services de l'Etat. Nous avons la convention pluriannuelle d'objectifs. Là, c'est 2019-2020 avec l'Etat qui est plus précaire et qui ne s'engage pas sur le long terme.

Mme BLAZY – Nous avons délibéré en septembre 2018. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan Logement d'abord, cet avenant vient actualiser les engagements financiers pour la mise en œuvre des différentes actions, par exemple la plateforme et le comité interbailleurs.

Je voudrais juste vous dire qu'au travers de ces quatre délibérations, parc privé, parc public, rénovation énergétique, travail avec les bailleurs sociaux dans le cadre de la CUS, logements pour les familles très défavorisées, nous voyons bien que la CASA est le chef d'orchestre de la politique de l'habitat pour apporter de l'harmonie à la vie.

[Applaudissements]

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je vous remercie. Nous avons aujourd'hui de belles délibérations sur le plan social et environnemental. La prochaine réunion du conseil communautaire est le 18 novembre.

La secrétaire de séance



Khéra BADAOU

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/11/2019
Numéro : CC_2019_167
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-verbal de la séance du 14 octobre 2019 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assembles

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 0UTRJ5a

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/12/2019
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC_2019_167-DE

Acte reçu

Date : 18/11/2019
Numéro interne : CC_2019_167
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-verbal de la séance du 14 octobre 2019 - Approbation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20191118-CC_2019_167-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_167-DE-1-1_2.PDF

N